

RAPPORT ANNUEL 2012

SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS

PARTIE TRAITEMENT

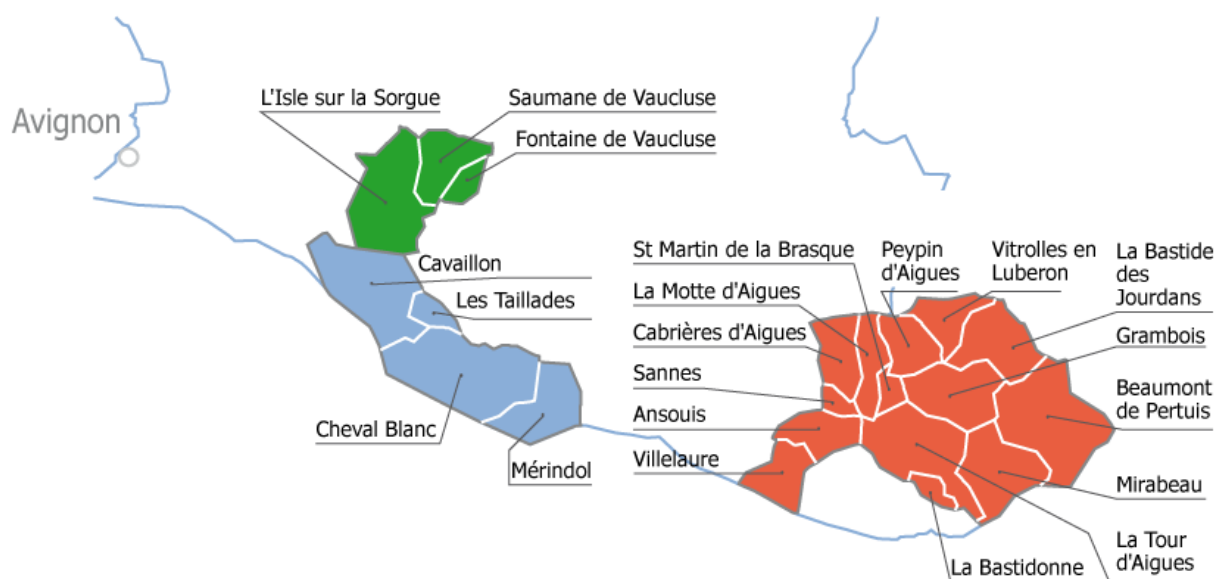


Table des matières

| | |
|---|--------|
| Glossaire..... | - 3 - |
| 1 TERRITOIRE ET COMPETENCE..... | - 4 - |
| 1.1 Le territoire..... | - 4 - |
| 1.2 La compétence..... | - 5 - |
| 1.3 Le financement | - 5 - |
| 1.4 Les équipements..... | - 5 - |
| 2 LES EVENEMENTS MARQUANTS DE 2012 | - 6 - |
| 3 LES INDICATEURS TECHNIQUES..... | - 8 - |
| 3.1 Les ordures ménagères | - 8 - |
| 3.1.1 Les ordures ménagères assimilables – OMA..... | - 8 - |
| 3.1.2 Les ordures ménagères résiduelles - OMR..... | - 9 - |
| 3.2 Les déchets pris en compte à la déchetterie industrielle du Grenouillet à Cavillon..... | - 15 - |
| 3.2.1 L'organisation du fonctionnement | - 15 - |
| 3.2.2 Fonctionnement | - 16 - |
| 3.2.3 Les apports | - 16 - |
| 3.2.4 Les emballages ménagers | - 17 - |
| 3.2.5 Les matériaux admis sur la déchetterie industrielle..... | - 20 - |
| 4 LES INDICATEURS FINANCIERS..... | - 22 - |
| 4.1 Montants globaux des dépenses et des recettes du service..... | - 22 - |
| 4.1.1 Les dépenses de fonctionnement et leur évolution..... | - 22 - |
| 4.1.2 Les recettes de fonctionnement..... | - 24 - |
| 4.1.3 Le montant des principales prestations confiées à des entreprises sous contrat | - 25 - |
| 4.1.4 Les frais de personnel | - 26 - |
| 4.1.5 L'état de la dette au 31/12/2012 | - 26 - |
| 4.2 Dépenses de gestion des OMR | - 27 - |
| 4.3 Dépenses de gestion de la déchetterie industrielle..... | - 30 - |
| 4.4 Les charges générales..... | - 32 - |
| 5 CONCLUSION | - 33 - |
| 6 PERSPECTIVES..... | - 34 - |

Le présent rapport annuel de l'année 2012 est rédigé en respect du décret n°2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Il porte à la connaissance du public, des élus et des administrations, les indicateurs de l'activité de traitement des déchets, déléguée au Syndicat Intercommunautaire pour l'Étude, la Construction et l'Exploitation d'une Usine de Traitement des Ordures Ménagères (SIECEUTOM).

Le Président peut être entendu à sa demande par le conseil communautaire de chaque membre ou à la demande de ce dernier pour commenter ce rapport.

Ce rapport sera présenté devant la Commission Consultative des Services Publics Locaux du SIECEUTOM

Glossaire

| | |
|----------|---|
| COTELUB: | Communauté de communes Luberon Durance |
| CCPLD: | Communauté de communes Provence Luberon Durance |
| CCPSMV: | Communauté de Communes Pays des Sorgues et Monts du Vaucluse |
| CSDU: | Centre de stockage des déchets ultimes |
| DEEE: | Déchet d'équipement électrique et électronique |
| DEIC: | Déchets d'emballages industriels et commerciaux (par exemple les cartons bruns) |
| DIAA: | Déchets d'Industrie agro-alimentaire |
| DIB : | Déchets industriels banals |
| EJM : | Emballages et JRM |
| ELA: | Emballages de liquide alimentaire |
| EPCI: | Établissement public de coopération intercommunale |
| ISDND: | Installation de stockage de déchets non dangereux |
| JRM: | Journaux Revues Magazines |
| NS: | Non significatif |
| OM: | Ordures ménagères |
| OMA : | Ordures ménagères assimilables |
| OMR: | Ordures ménagères résiduelles |
| PAP: | Collecte en porte à porte |
| PAV: | Collecte en point d'apport volontaire |
| PPGDND: | Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux |
| TGAP: | Taxe générale sur les activités polluantes |
| UVE: | Unité de valorisation énergétique |
| UVO: | Unité de valorisation organique |

1 TERRITOIRE ET COMPETENCE

1.1 Le territoire

Le SIECEUTOM a été créé en 1973 par le regroupement de quatre communes : Cavaillon, l'Isle sur la Sorgue, Cheval Blanc et Fontaine de Vaucluse. Il est devenu, depuis, le Syndicat Mixte Intercommunautaire pour l'étude, la construction et l'exploitation d'une unité de traitement des ordures ménagères auquel trois communautés de communes ont délégué la compétence traitement. Il s'agit des communautés de communes :

- ✓ Provence Luberon Durance – CCPLD
- ✓ Pays des Sorgues et Monts de Vaucluse – CCPSMV
- ✓ Luberon Durance – COTELUB

Le syndicat est en charge du traitement des déchets de 21 communes (cf. figure 1), soit une population de près de 70 000 habitants selon le recensement de 2006.

Le siège du Syndicat est à la mairie de l'Isle sur la Sorgue depuis 2001.

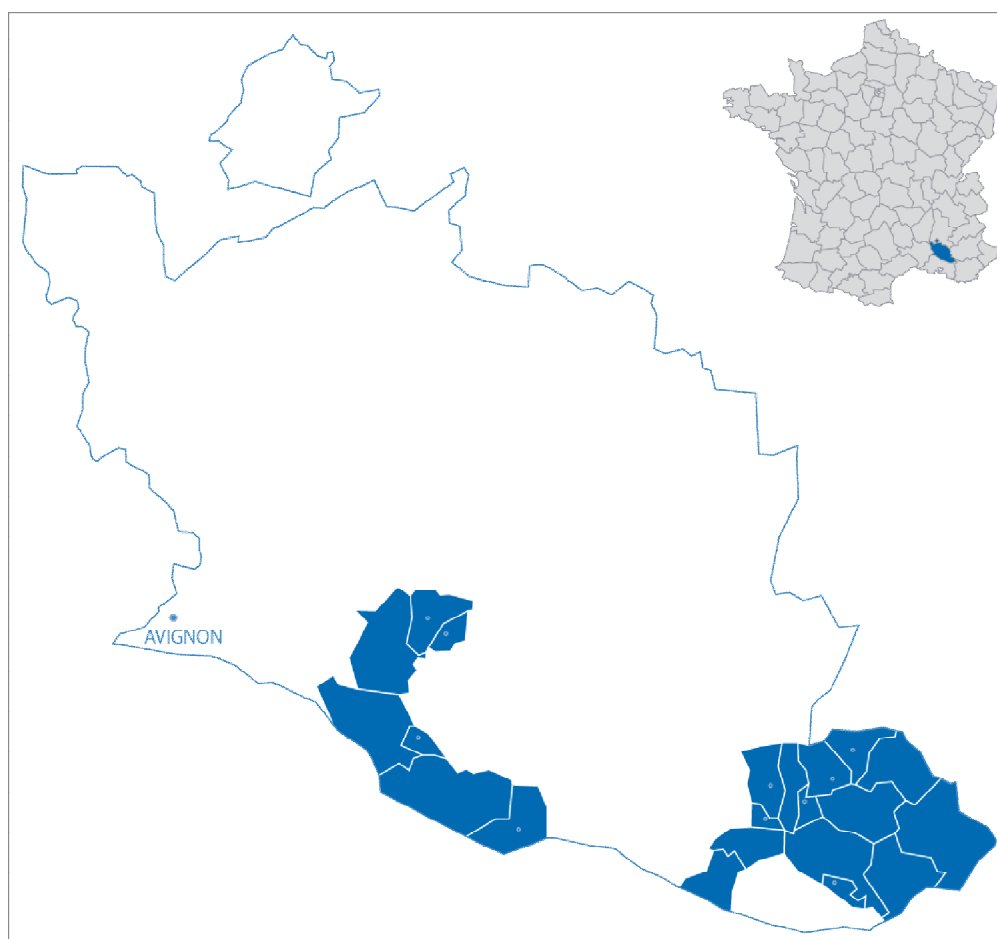


Fig. 1 – Territoire du SIECEUTOM dans le département de Vaucluse

1.2 La compétence

Chacun des membres a transféré la compétence « traitement » au Syndicat. Concrètement, à l'heure actuelle, ce traitement porte sur les ordures ménagères résiduelles et les emballages ménagers issus de la collecte sélective.

1.3 Le financement

Le financement du service et des dépenses d'administrations générales est assuré principalement par le versement d'une contribution par les membres. Le Syndicat perçoit aussi des recettes correspondant au rachat de matériaux valorisables et au versement de participations d'entreprises pour le traitement de déchets assimilés aux ordures ménagères.

Le calcul de la contribution des collectivités membres est effectué en respect des statuts. Il intègre un double système : les coûts de traitement des déchets sont répartis au prorata des tonnages traités tandis que les autres dépenses dont les coûts de transport sont réparties au prorata de la population.

1.4 Les équipements

Pour exercer sa compétence, le SIECEUTOM dispose des équipements suivants :

- deux installations de regroupement et de transfert des ordures ménagères résiduelles à partir desquelles les OMR sont acheminées vers des installations de traitement:
 - l'une à Cavailon : il s'agit du système de réception des déchets qui équipait l'ancienne usine de compostage située quartier le Grenouillet qui a été réadapté. Cette installation est ancienne (1978) et vétuste et va nécessiter des travaux de remise en état.
 - l'autre à Pertuis qui est également utilisée par la Communauté du Pays d'Aix.
- une déchetterie industrielle construite en 1991, vétuste elle aussi, située à Cavailon permettant le conditionnement et le transfert :
 - des emballages ménagers issus des collectes sélectives qui sont dirigés vers un centre de tri
 - d'autres matériaux : déchets des activités économiques, végétaux, cartons, bois et ferrailles qui sont dirigés vers des filières de valorisation.

Les équipements de transfert sont localisés sur la figure ci-contre. Il a été rajouté pour information les quatre déchetteries existantes à la disposition des particuliers, installations qui sont gérées par les communautés de communes adhérentes car elles relèvent de l'exercice de la compétence collecte.

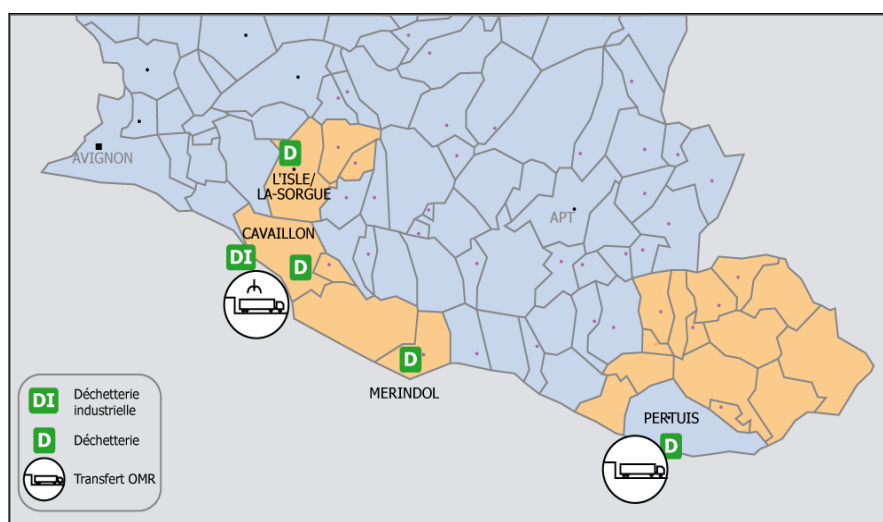


Fig. 2 – Equipements de transfert des OMR

2 LES EVENEMENTS MARQUANTS DE 2012

Projet d'unité de valorisation organique

En 2011 un long travail de recherche de zones capables de recevoir une unité de valorisation organique des déchets UVO n'avait pas permis d'aboutir à un résultat convenant aux élus locaux. Les investigations avaient été relancées sur deux nouvelles zones proposées par les maires des communes de Cheval Blanc et du Thor.

Au mois de juillet 2012 le Comité Syndical du SIECEUTOM a retenu finalement la zone du Thor comme étant apte à l'implantation d'un projet d'une UVO et a exprimé son engagement à enclencher la procédure de mise en conformité du POS de la commune du Thor dans les meilleurs délais.

Au mois de décembre par trois délibérations, le Syndicat décidait :

- d'entreprendre la réalisation d'une UVO alimentée par des biodéchets issus d'une collecte séparative et utilisant comme substrat les déchets verts provenant des déchetteries intercommunales,
- De signer des compromis de vente en vue de disposer de la maîtrise foncière d'une zone de trois hectares,
- D'engager des études de faisabilité destinées notamment à préciser les gisements de biodéchets des ménages et des biodéchets des producteurs privés, de définir le dimensionnement des installations, de proposer un process capable de s'adapter à des niveaux variables de flux d'organique à traiter, de prévoir la valorisation du compost, etc.

Parallèlement des contacts ont eu lieu avec d'autres collectivités ou organismes concernés par la valorisation organique des déchets :

- ✓ Premier contact avec le réseau Compost Plus, regroupant des collectivités ayant mis en place la collecte séparative des biodéchets des ménages au niveau national,
- ✓ Préparation d'un partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse pour pérenniser l'écoulement du compost du projet UVO.
- ✓ Participation à une journée régionale le 18 novembre à Marseille sur le compost.
- ✓ Participation à différentes réunions avec la FNCC, Fédération Nationale des Collectivités de Compostage, à laquelle adhère le Syndicat.

Réhabilitation du site du Grenouillet

Le travail de rénovation et d'amélioration aux plans de l'hygiène et de la sécurité des installations du Grenouillet à Cavaillon a été poursuivi :

- ✓ Consultation de la CRIIRAD pour la mise en place d'un dispositif de contrôle de la radioactivité à l'entrée du site.
- ✓ Sélection d'un bureau d'études pour définir le programme de réhabilitation et mise en sécurité du site.

Autres évènements

On notera :

- ✓ La poursuite de la participation aux réunions organisées par le Conseil Général du Vaucluse pour la révision du plan départemental de prévention des déchets non dangereux, PPGDND.
- ✓ Les réunions avec les services de la CCPLD et le centre de tri pour la mise en place de l'opération expérimentale de l'extension des consignes de tri à de nouvelles familles d'emballages : pots de yaourts, barquettes en polystyrène, films plastiques, etc. Un avenant au marché de tri a été signé pour permettre le démarrage de l'expérimentation au mois de mars.

3 LES INDICATEURS TECHNIQUES

3.1 Les ordures ménagères

3.1.1 Les ordures ménagères assimilables – OMA

Les OMA regroupent les catégories suivantes de déchets : les OMR, les produits de collecte sélective (verre et EJM) et le cas échéant les produits de collecte séparative de la fraction organique.

La notion d'OMA facilite les comparaisons des données entre les différents territoires. L'indicateur est utilisé pour les travaux du PPGDND ainsi que par l'observatoire régional et national de l'ADEME.

Le tableau de la figure 3a ci-dessous donne les résultats depuis 2008. On observe qu'en quatre ans, la production d'OMA a baissé de 2,8% ce qui est faible vis à vis des objectifs qui étaient assignés par le Grenelle de l'Environnement soit 7% de réduction des OMA sur 5 ans.

| OMA | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| CCPLD | 14 723 | 14 522 | 14 190 | 14 040 | 14 024 |
| CCPSMV | 9 734 | 9 458 | 9 544 | 9 712 | 9 519 |
| COTELUB | 6 718 | 6 860 | 7 002 | 7 086 | 6 772 |
| Totaux | 31 175 | 30 840 | 30 736 | 30 838 | 30 315 |

Fig. 3a – Quantités d'OMA collectées en tonnes

On constate une baisse brutale de la production d'OMA en 2012 (cf. fig. 3b)

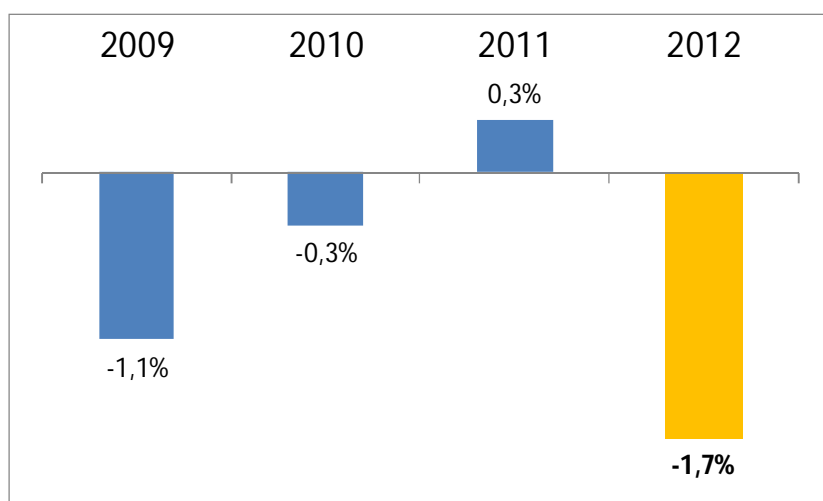


Fig. 3b – Variation de la production annuelle d'OMA

Comme le montre le tableau de la figure 4a, la production d'OMA par habitant baisse régulièrement depuis 2008. Sur l'ensemble du syndicat, elle atteint au total 4,8% sur cette période.

Le tableau figure 4b présente les variations pour chaque communauté de communes adhérente des productions d'OMA et des ses composantes, OMR et collecte sélective. Les « bonnes » évolutions seraient de voir une baisse des OMR qui accompagne une hausse de la collecte sélective. Ce n'est pas le cas pour COTELUB en raison de mauvaises performances de la collecte sélective. Nous le verrons en détail plus loin dans ce document.

| OMA/Hab. | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| CCPLD | 442 | 432 | 424 | 421 | 428 |
| CCPSMV | 505 | 486 | 471 | 476 | 466 |
| COTELUB | 403 | 406 | 409 | 410 | 386 |
| SIECEUTOM | 450 | 441 | 434 | 434 | 428 |

Fig. 4a – Evolution de la production d'OMA par habitant

| | Evolution 2008-2012 | | |
|------------------|---------------------|--------------|--------------------|
| | OMA | OMR | Collecte sélective |
| CCPLD | -3,2% | -6,0% | 16% |
| CCPSMV | -7,8% | -10,7% | 11% |
| COTELUB | -4,0% | -2,7% | -12% |
| SIECEUTOM | -4,8% | -6,8% | 8% |

Fig. 4b – Evolution de la production d'OMA et de ses composantes

Le tableau de la figure 5 permet de situer nos résultats 2010 par rapport aux données locales et nationales. On observe qu'ils sont plutôt bons par rapports aux repères locaux (Département, Région) puisqu'ils affichent de meilleures performances de collecte sélective et une production d'OMR plus faible. Ils sont en revanche nettement moins bons que les résultats nationaux.

| Données 2010 | OMR | Verre | EJM | OMA |
|-----------------------|------------|-----------|-----------|------------|
| France (données 2009) | 299 | 29 | 46 | 374 |
| PACA | 427 | 20 | 32 | 479 |
| Vaucluse | 380 | 23 | 29 | 438 |
| SIECEUTOM | 373 | 27 | 34 | 434 |
| CCPLD | 368 | 24 | 32 | 424 |
| CCPSMV | 396 | 35 | 40 | 471 |
| COTELUB | 354 | 25 | 30 | 409 |

Fig. 5 – Quantités d'OMA collectées en tonnes

3.1.2 Les ordures ménagères résiduelles - OMR

Rappel : les ordures ménagères résiduelles (OMR) sont constituées des déchets restant à la charge de la collectivité après mise en place des collectes sélectives. Elles comprennent la fraction résiduelle des déchets des ménages mais peuvent contenir également des déchets non ménagers dont les caractéristiques sont assimilables aux ordures ménagères (déchets des collectivités, des administrations, des artisans et commerçants).

3.1.2.1 Organisation

Les OMR sont collectées (en régie) par les collectivités membres du Syndicat et sont acheminées jusqu'aux centres de transit de Cavillon et de Pertuis. Les OMR sont alors transférées dans des semi-remorques compactrices (FMA) où elles sont dirigées vers les sites de traitement.

3.1.2.2 Traitement

La configuration du traitement date du 1^{er} juillet 2008. Elle est illustrée par la figure 6. Le tableau de la figure 7 renseigne sur les marchés de transport et de traitement ainsi que leurs durées. Le 15 février 2012 un avenant au marché de traitement a été signé. Il permet, afin de rattraper le retard de valorisation constatée des OMR provenant du centre de transit de Cavaillon d'avoir recours à une solution de valorisation énergétique dans l'UVE de Vedène en remplacement de l'unité de valorisation organique de Beaucaire.

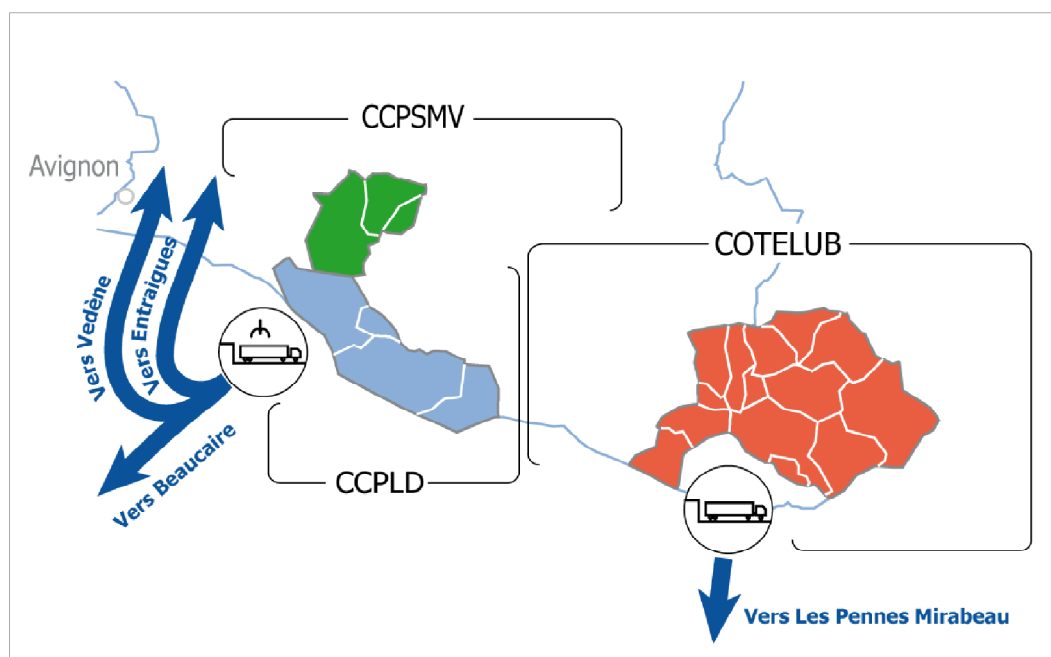


Fig. 6 – Organisation du regroupement des OMR et de leur traitement

| | Nature des prestations | Titulaire | Observations | Durée des marchés |
|------------------------------|--|---|--|---|
| OMR CCPLD et CCPSMV | Exploitation du centre de transit de Cavaillon | Groupement Veolia - Dynamic Environnement | | juillet 2008 à fin juin 2011 reconduit 2 ans et reconductible encore 1 an |
| | Transport | | A partir du centre de transit de Cavaillon | |
| | Traitement | Groupement Sita Sud - ECOVAL 30 | 50 % enfouissement à Entraigues (ISDND) 50 % compostage à Beaucaire ou en cas de défaillance en UVE à Vedène. | |
| OMR COTELUB | Transport | Groupement Veolia - Dynamic Environnement | A partir du centre de transit de Pertuis | |
| | Traitement | Groupement Sita Sud - ECOVAL 30 | 100 % enfouissement aux Pennes Mirabeau (ISDND) | |

Fig. 7 – Marchés de transport et de traitement des OMR

3.1.2.3 Quantités et évolution des apports

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011 - 2012 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|
| CCPLD | 13 163 | 12 889 | 12 667 | 12 315 | 12 130 | 11 921 | -1,7% |
| CCPSMV | 8 410 | 8 416 | 8 091 | 8 026 | 8 207 | 7 968 | -2,9% |
| COTELUB | 5 707 | 5 758 | 5 862 | 6 056 | 6 220 | 5 885 | -5,4% |
| Totaux | 27 280 | 27 063 | 26 620 | 26 398 | 26 557 | 25 775 | -2,9% |

Fig. 8 – Tonnages d'OMR collectées

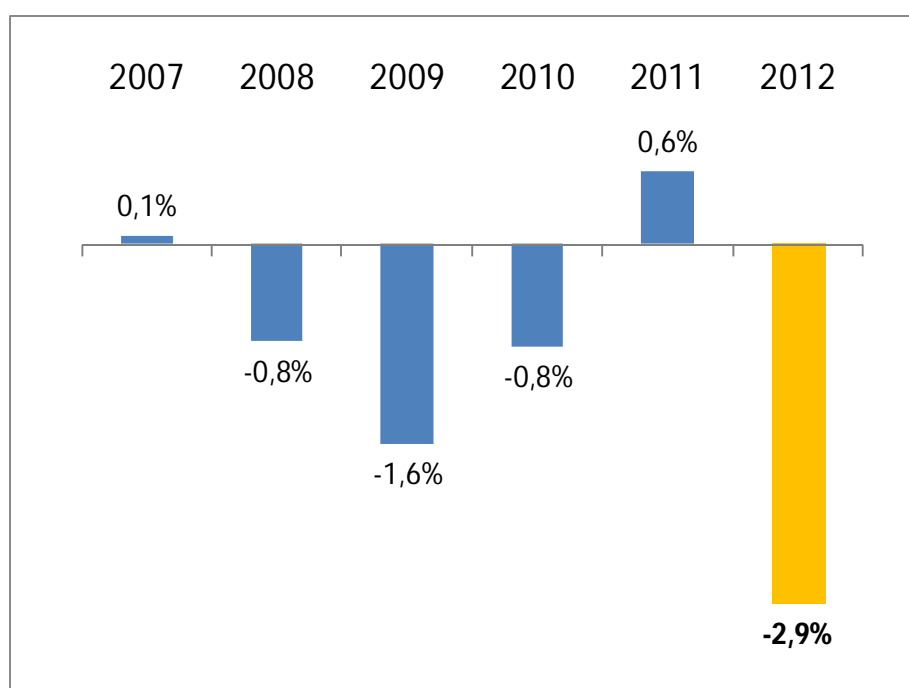


Fig. 9 – Evolution annuelle des productions d'OMR

La quantité d'ordures ménagères résiduelles collectée et traitée en 2012 est de 25 775 tonnes, en baisse de 2,9% par rapport à 2011 (fig. 8 et 9).

Cette baisse est forte par rapport aux variations annuelles passées (fig. 9), elle a sans aucun doute pour origine la baisse de consommation découlant de difficultés économiques rencontrées par la population. On peut observer que toutes les communautés de communes adhérentes enregistrent une baisse marquée des tonnages et particulièrement COTELUB qui met fin pour ce qui la concerne à une longue période de hausse de sa production.

Le tableau ci-dessous fig.10 donne la production moyenne depuis 5 ans.

| | Evolution annuelle de la production des OMR (2007 à 2012) | | Evolution annuelle de la production des OMR corrigée des variations démographiques | |
|-----------|---|----------------------------|--|----------------------------|
| | Evolution sur 5 ans | Evolution moyenne annuelle | Evolution sur 5 ans | Evolution moyenne annuelle |
| CCPLD | -9,4% | -1,9% | -8,8% | -1,8% |
| CCPSMV | -5,3% | -1,1% | -11,5% | -2,3% |
| COTELUB | +3,1% | +0,6% | -3,1% | -0,6% |
| SIECEUTOM | -5,5% | -1,1% | -8,4% | -1,7% |

Fig. 10 – Evolution moyenne des quantités d’OMR collectées

3.1.2.4 La production d’OMR par habitant

Les productions par habitant ont été regroupées dans le tableau Fig. 11a ci-dessous :

| OMR | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| CCPLD | 399 | 387 | 377 | 368 | 363 | 364 |
| CCPSMV | 441 | 437 | 416 | 396 | 402 | 390 |
| COTELUB | 346 | 345 | 347 | 354 | 359 | 336 |
| SIECEUTOM | 398 | 391 | 380 | 373 | 373 | 364 |

Fig. 11a – Production des OMR en kg/hab.

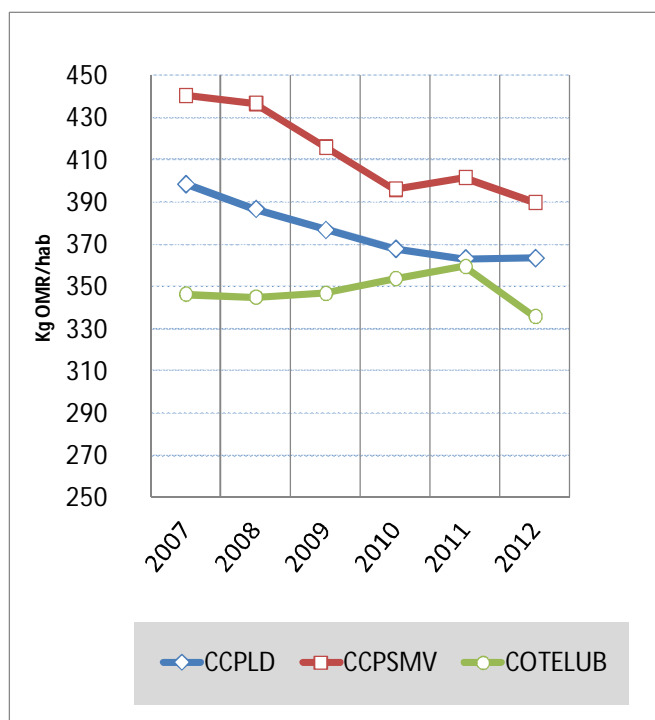


Fig. 11b –Evolution des productions d’OMR des communautés en kg/hab.

On observe que pour le territoire du Syndicat, la production par habitant est en baisse régulière depuis 2007 avec un palier observé en 2011. La hiérarchie des productions reste la même entre les communautés même si les écarts se réduisent un peu.

Toutefois, on peut craindre à la vue du graphique fig.11b que la baisse significative enregistrée en 2012 soit davantage l'effet du contexte économique difficile que celui des mesures prises pour réduire la production. Si tel est le cas, on risque d'assister, si la consommation reprend à un retournement de la production des OMR.

3.1.2.5 Bilan matière

La figure 12 présente le bilan matière du traitement des OMR pour l'année 2012.

On peut noter, étant donné les défaillances nombreuses de l'installation de compostage de Beaucaire, que rien n'a été envoyé sur cette installation en 2012. Une solution de remplacement par valorisation énergétique a été mise œuvre comme le montre le synoptique ci-dessous :

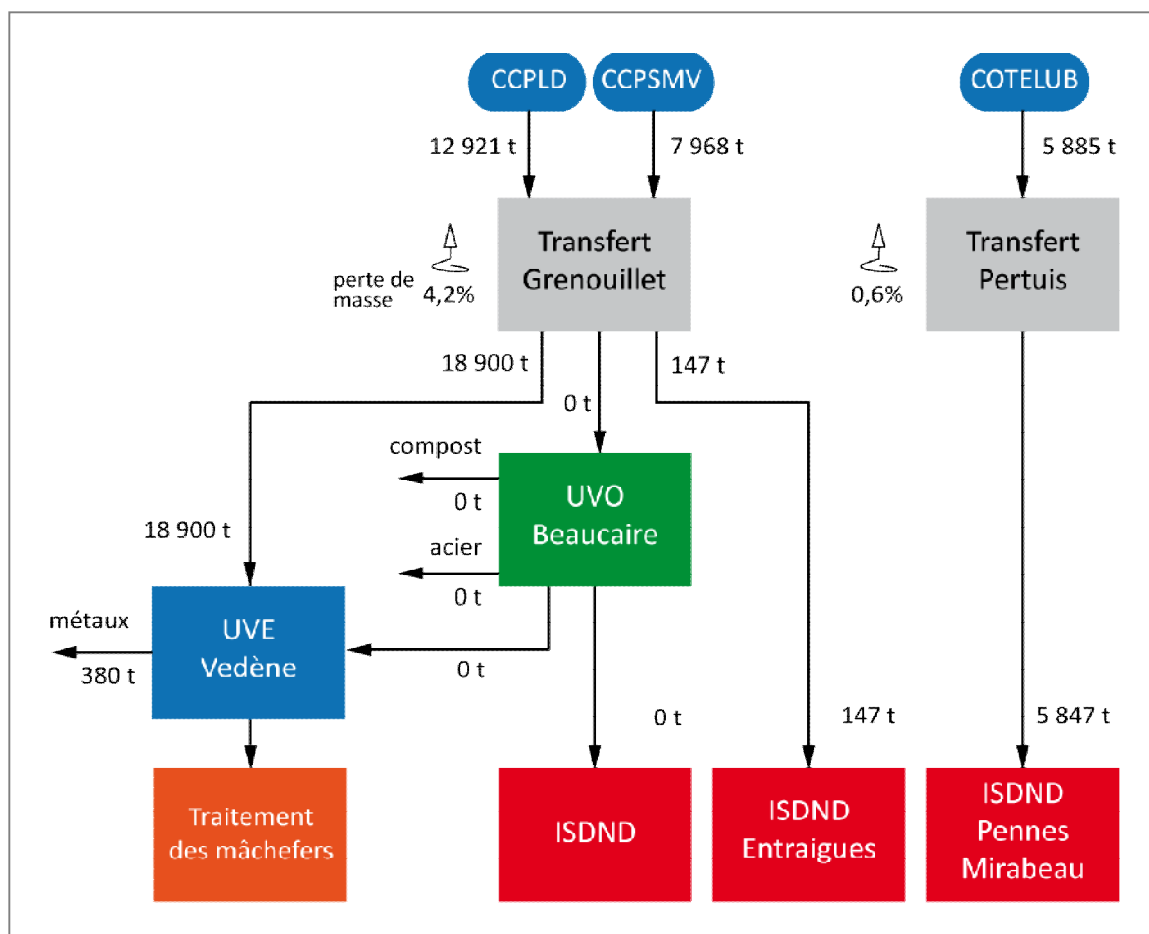


Fig. 12 – Traitement des OMR : bilan matière

3.1.2.6 Modes de traitement - Valorisation

En plus de l'accent mis sur la prévention des déchets, le Grenelle de l'Environnement a hiérarchisé les modes de traitement en classant par ordre décroissant de priorité les solutions à mettre en œuvre :

- ✓ Valorisation matière et organique
- ✓ Valorisation énergétique
- ✓ Stockage

Il est intéressant d'examiner les résultats sous cet angle même si les choix qui ont été faits par le SIECEUTOM sont antérieurs à ces dispositions. C'est l'objet du graphique de la figure 13a qui montre l'évolution des traitements depuis 2008 (le tableau en annexe 1 en détaille les calculs).

On observe que le flux envoyé en stockage est passé de 24 559 tonnes en 2008 à 5 994 tonnes en 2012. Parallèlement, le flux envoyé en UVE est devenu majoritaire. Il a atteint 18 900 tonnes en 2012 soit 74% du total. L'ensemble valorisation matière + valorisation organique est faible en 2012, il n'est que de 380 tonnes. L'objectif sera d'essayer d'augmenter cette fraction dans les prochaines années par la création d'une UVO.

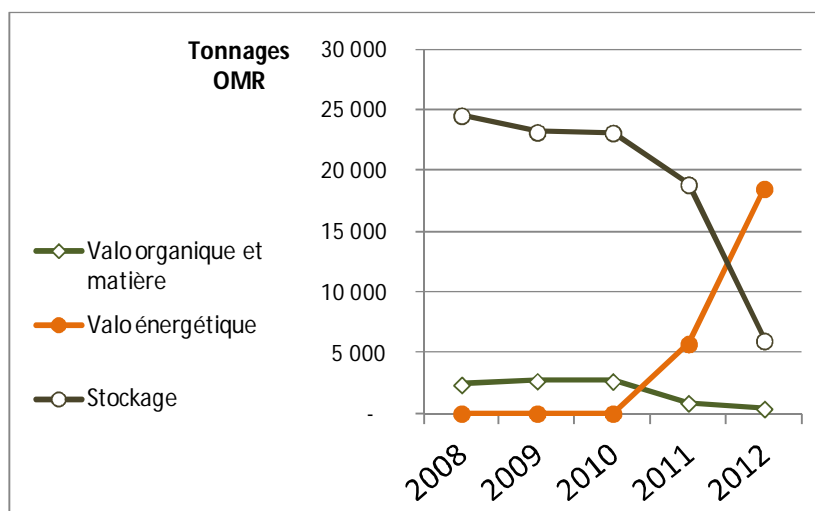


Fig. 13a – Evolution des modes de traitement des OMR

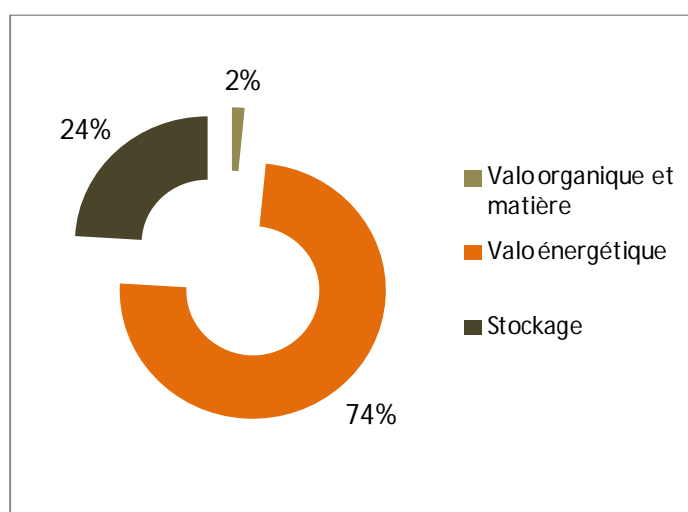


Fig. 13b – Répartition des flux par type de traitement des OMR en 2012.

3.2 Les déchets pris en compte à la déchetterie industrielle du Grenouillet à Cavaillon

3.2.1 L'organisation du fonctionnement

La figure 14a présente le synoptique de l'organisation des traitements de cette installation qui reçoit plusieurs catégories de déchets ménagers et assimilés.

Les emballages ménagers sont apportés par les services de collecte des Communautés de Communes CCPLD et CCPSMV, les autres déchets : DIB, végétaux, cartons, ferrailles et bois sont apportés par les services des collectivités (CCPLD, CCPSMV, communes de Cavaillon et de Cheval Blanc) et par les professionnels de la zone de Cavaillon (artisans, commerçants, entreprises).

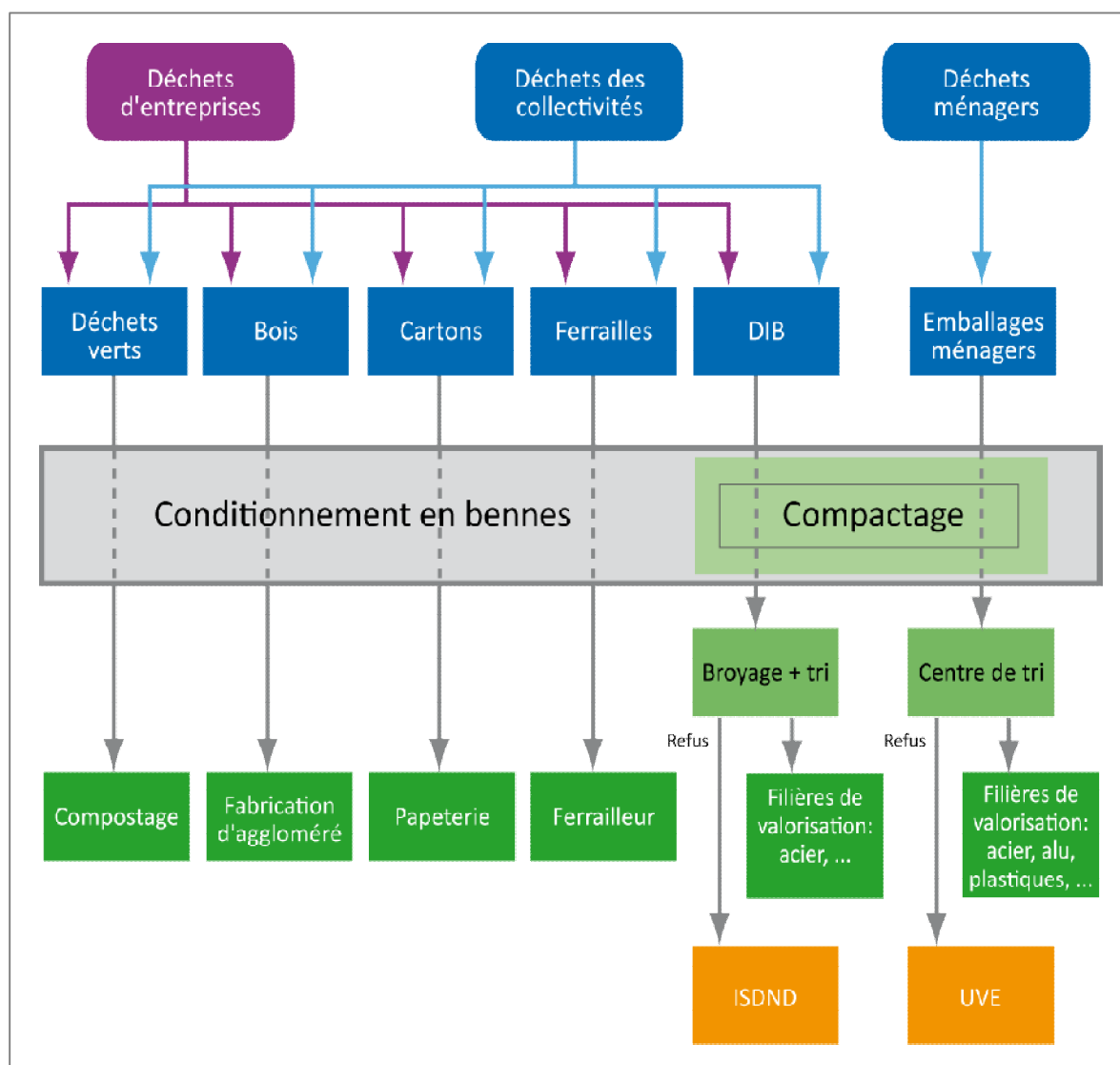


Fig. 14a - : Synoptique de l'organisation du fonctionnement de la déchetterie industrielle de Cavaillon

3.2.2 Fonctionnement

L'exploitation de l'installation est assurée en régie par le Syndicat. Les agents sont affectés aux tâches d'exploitation, consistant en l'accueil des apporteurs, la pesée des apports, le suivi des prestations s'exerçant sur le site et le contrôle de l'acheminement des déchets vers les installations d'élimination ou de valorisation. Les autres opérations sont confiées à des prestataires privés.

Le tableau fig.14b présente dans le détail les différents marchés de prestations en cours en 2012.

| Nature des prestations | Titulaires des marchés | Observations | | Durée du marché |
|--|------------------------|--|---|--|
| Manutention des bennes et des caissons, tassage des matériaux et nettoyage du site | Veolia Propreté | Opérations effectuées sur le site | | Marchés d'un an de juillet 2011 à juin 2012 reconduits 1 fois 1 an reconductibles encore 1 an. |
| Location d'un compacteur et de caissons de compactage | Veolia Propreté | Compacteur installé sur site | | |
| Conditionnement, transport et valorisation des déchets verts | SITA Sud | Sous traitant: Le Chêne Vert: Apt (84) | | |
| Conditionnement, transport et valorisation des DIB | SITA Sud | Broyage, tri, valorisation à Istres (13) | | |
| Conditionnement, transport et valorisation du bois | SITA Sud | Broyage, tri, valorisation à Istres (13) | | |
| Conditionnement, transport et valorisation de la ferraille | GDE | Lieu de traitement: Sorgues (84) | Matériau faisant l'objet d'un rachat | |
| Conditionnement, transport et valorisation du carton | Delta Recyclage | Centre de tri d'Arles (13) | Matériau faisant l'objet d'un rachat | |
| Conditionnement, transport et tri des emballages ménagers | SITA Sud | Centre de tri de Vedène (84) | Certains matériaux font l'objet d'un rachat | |

Fig. 14b – Marchés de prestations de la déchetterie industrielle de Cavaillon.

3.2.3 Les apports

Les apports sont quasiment stables par rapport à ceux de 2011 comme le montre le tableau de la figure 15. On note une forte augmentation des apports des emballages ménagers en raison, comme nous le verrons plus loin, des résultats de l'expérimentation engagée par la CCPLD.

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011 - 2012 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-----------------------|
| Ensemble des apports | 2 651 | 2 345 | 2 383 | 2 644 | 2738 | 2735 | -0,1% |
| Emballages ménagers | 808 | 830 | 886 | 982 | 943 | 1159 | 22,8% |
| Autres déchets | 1 843 | 1 514 | 1 497 | 1 663 | 1794 | 1576 | -12,1% |

Fig. 15 – Evolution des apports à la déchetterie industrielle

3.2.4 Les emballages ménagers

Avant d'examiner dans le détail les performances du tri des emballages ménagers de la CCPLD et de la CCPSMV qui sont regroupés sur le site du Grenouillet, il est intéressant d'observer l'évolution à l'échelon du territoire du Syndicat de l'ensemble des produits collectés sélectivement par les communautés adhérentes.

3.2.4.1 Collecte sélective : quantités collectées par les communautés adhérentes

On rappelle que les trois communautés ont mis en place un dispositif de collecte tri flux : emballages ménagers, verre et journaux-revues-magazines (JRM). Les résultats de la collecte de ces produits sont regroupés dans le tableau figure 16.

On constate que le tonnage total collecté est en hausse de 6,1% par rapport à 2011 ce qui est un bon résultat.

La production par habitant s'établit à 64,2 kg par habitant moyen du Syndicat (fig. 17), en augmentation de 6,6% si on tient compte de l'évolution démographique.

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|-----------------|-------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| CCPLD | 1 815 | 1 834 | 1 856 | 1 874 | 1 909 | 2 102 |
| CCPSMV | 1 238 | 1 318 | 1 367 | 1 518 | 1 506 | 1 551 |
| COTELUB | NC | 960 | 998 | 945 | 866 | 887 |
| Ensemble | - | 4 112 | 4 220 | 4 338 | 4 281 | 4 540 |

Fig. 16 – Ensemble du dispositif de collecte sélective : tonnages collectés par les communautés adhérentes

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | NC | 59,4 | 60,3 | 61,2 | 60,2 | 64,2 |

Fig. 17 – Quantité moyenne de collecte sélective en kg par habitant du SIECEUTOM

Le tableau et le graphique de la figure 18 renseignent sur les performances des communautés. La CCPSMV occupe toujours la tête du classement depuis plusieurs années. Vient ensuite la CCPLD qui en raison de sa participation à l'expérimentation nationale d'extension des consignes de tri a vu ses résultats progresser nettement. COTELUB arrive en bonne dernière position. Elle a stoppé la chute de ses performances par une légère reprise en 2012.

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------|------|------|------|------|------|------|
| CCPLD | 55,0 | 55,0 | 55,2 | 56,0 | 57,2 | 64,1 |
| CCPSMV | 64,9 | 68,4 | 70,3 | 74,9 | 73,7 | 75,9 |
| COTELUB | NC | 57,5 | 59,0 | 55,3 | 50,0 | 50,6 |

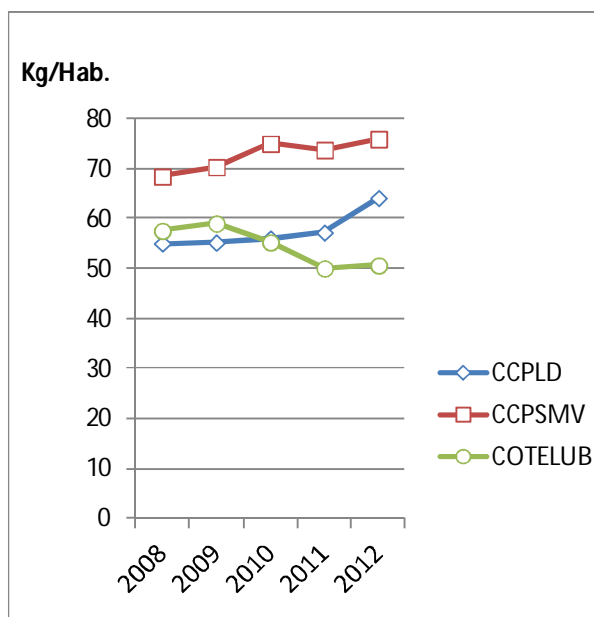


Fig. 18 – Performances comparées en kg/hab. du dispositif de collecte sélective des communautés adhérentes

3.2.4.2 Performances de collecte par type de flux

Les graphiques de la figure 19 détaillent les performances de collecte des communautés adhérentes par type de flux exprimées.

◆ CCPLD
■ CCPSMV
○ COTELUB

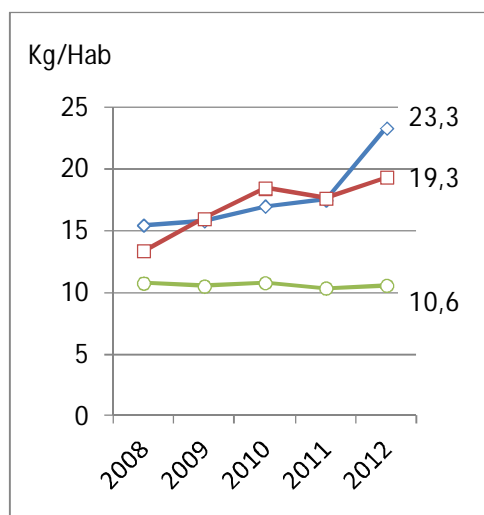


Fig. 19a – Emballages ménagers

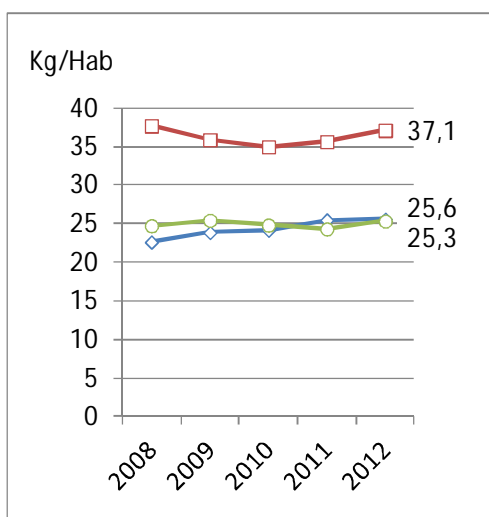


Fig. 19b - Verre

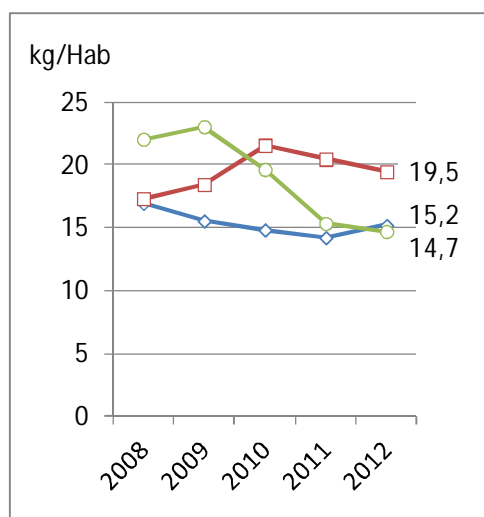


Fig. 19c - JRM

Le tableau de la figure 20 présente pour chaque communauté et pour le territoire du Syndicat la part de la collecte sélective par rapport aux OMA. On constate que ce ratio a repris sa progression en 2012 pour toutes les communautés adhérentes.

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| CCPLD | 12,1% | 12,5% | 12,8% | 13,2% | 13,6% | 15,0% |
| CCPSMV | 12,8% | 13,5% | 14,5% | 15,9% | 15,5% | 16,3% |
| COTELUB | - | 14,3% | 14,5% | 13,5% | 12,2% | 13,1% |
| SIECEUTOM | - | 13,2% | 13,7% | 14,1% | 13,9% | 15,0% |

Fig. 20 – Ratio collecte sélective / OMA

3.2.4.3 Les emballages ménagers pris en charge par le SIECEUTOM, quantités envoyées en centre de tri

La figure 21 renseigne sur l'évolution des quantités d'emballages envoyés en centre de tri. Il est précisé que s'agissant de COTELUB, cette communauté gère directement cette opération.

Les apports en 2012 sont en nette augmentation par rapport à 2011. La participation de la CCPLD à l'expérimentation nationale d'extension des consignes de tri des plastiques à de nouvelles catégories : films plastiques, pots de yaourt et barquettes en polystyrène, dont la communication a été

particulièrement soignée en privilégiant le contact avec la population, a « dopé » le geste de tri. Le résultat est une augmentation annuelle des apports de plus de 23% alors que l'opération a démarré qu'en mars 2012. Il est à noter par ailleurs le bon résultat de la CCPSMV qui efface la baisse de 2011.

| Apports en tonnes | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011-2012 |
|-------------------|------|------|------|------|------|-------|---------------------|
| CCPLD | 498 | 515 | 531 | 568 | 565 | 695 | 23,1% |
| CCPSMV | 222 | 258 | 311 | 373 | 363 | 395 | 8,9% |
| Ensemble | 720 | 772 | 841 | 942 | 927 | 1 090 | 17,6% |

Fig. 21 – Quantités d'emballages ménagers envoyés en centre de tri

3.2.4.4 Les performances du tri

Les résultats du tri des emballages ménagers de la CCPLD et de la CCPSMV sont donnés par le tableau ci-contre (les résultats exhaustifs ont été reportés en annexe 2).

Le taux de valorisation pour la CCPLD est en nette augmentation : c'est le résultat de la participation à l'expérimentation qui se traduit aussi par un taux d'erreurs de tri en forte réduction, les nouveaux plastiques valorisés en 2012 étaient classés en refus auparavant.

| CCPLD | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Reçu en centre de tri (en tonnes) | | 514,6 | 530,5 | 563,5 | 561,4 | 695,1 |
| Pertes et refus | | 100,1 | 96,6 | 97,9 | 103,3 | 105,4 |
| Produits triés dirigés vers les filières de recyclage | | 414,5 | 434,0 | 465,7 | 458,1 | 589,8 |
| Ratios | Taux de valorisation | 80,5% | 81,8% | 82,6% | 81,6% | 84,8% |
| | Erreurs de tri | 15,2% | 14,5% | 13,6% | 14,7% | 11,2% |

| CCPSMV | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Reçu en centre de tri (en tonnes) | | 257,8 | 310,5 | 373,2 | 362,6 | 395,1 |
| Pertes et refus | | 45,2 | 63,9 | 78,7 | 73,2 | 75,8 |
| Produits triés dirigés vers les filières de recyclage | | 212,5 | 246,5 | 294,5 | 289,4 | 319,6 |
| Ratios | Taux de valorisation | 82,4% | 79,4% | 78,9% | 79,8% | 80,9% |
| | Erreurs de tri | 13,4% | 17,9% | 18,4% | 17,5% | 16,7% |

Fig. 22 – Résultats du tri des emballages ménagers de la CCPLD et de la CCPSMV

On constate une amélioration des résultats pour la CCPSMV : taux de valorisation à la hausse et taux d'erreurs de tri à la baisse.

3.2.5 Les matériaux admis sur la déchetterie industrielle

Le tableau figure 23 donne l'évolution des apports depuis 2007. On observe que les apports globaux sont restés stables en 2012.

La part des entreprises ne représente plus que 12,1% en 2012 contre 21,2% en 2007. L'explication est multiple. Il faut rappeler que les professionnels ont la liberté de choisir la solution de traitement des déchets que leur activité génère : solution interne ou externe, le recours d'utiliser l'installation du SIECEUTOM est donc facultative. Certains entreprises ont décidé de trier et traiter directement leurs déchets sur leur site, d'autres ont recours à la déchetterie professionnelle privée implantée sur la commune de Cavaillon. Il faut noter toutefois la défaillance de nombreuses entreprises clientes de l'installation. Les graphiques des figures 24a et 24b renseignent sur la répartition des matériaux.

Parallèlement les apports des collectivités augmentent. Les matériaux les plus abondants sont les emballages ménagers puis les DIB et les déchets verts. Mais on remarquera (fig.25) le maintien à un bon niveau des apports de cartons suite à la mise en place par la CCPLD d'une collecte de cartons des commerçants au centre-ville de Cavaillon. Par ailleurs, le bois continue sa progression.

| Apports en tonnes | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Collectivités | 2 088 | 1 972 | 1 995 | 2 335 | 2 382 | 2 405 |
| Entreprises | 563 | 373 | 388 | 309 | 356 | 330 |
| Totaux | 2 651 | 2 345 | 2 383 | 2 644 | 2 738 | 2 735 |
| Part des entreprises | 21,2% | 15,9% | 16,3% | 11,7% | 13,0% | 12,1% |

Fig. 23 – Les apports de matériaux par nature d'apporteurs

Le taux de valorisation des matériaux autres que les emballages ménagers peut être estimé à 90% pour 2012 par les filières présentées plus haut (figures 14a et 14b).

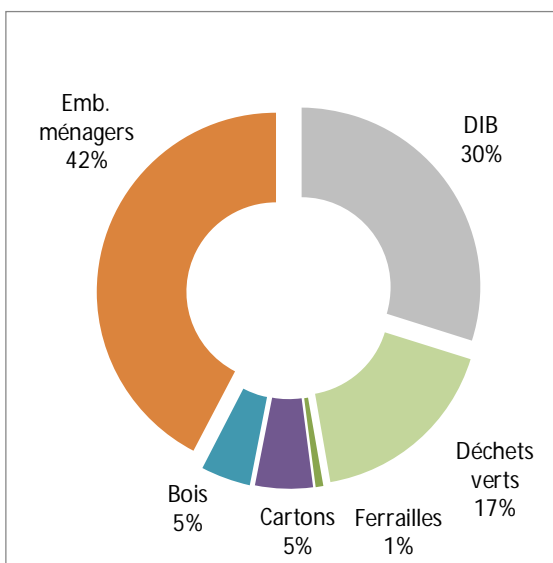


Fig. 24a – Matériaux réceptionnés en 2012: répartition par nature

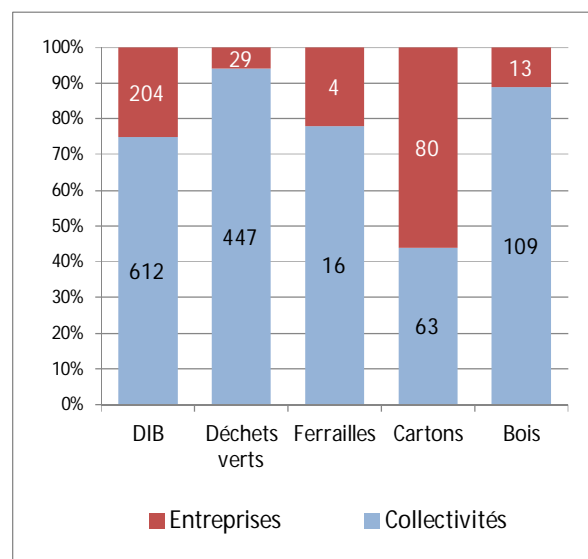


Fig. 24b – Matériaux réceptionnés hors emballages ménagers: répartition par origine

Ensemble de déchets réceptionnés

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011 - 2012 |
|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------|
| DIB | 1 140 | 862 | 715 | 793 | 824 | 816 | -1,0% |
| Déchets verts | 479 | 541 | 673 | 644 | 672 | 476 | -29,3% |
| Ferrailles | 111 | 27 | 25 | 31 | 20 | 20 | 1,0% |
| Cartons | 89 | 66 | 66 | 119 | 166 | 142 | -14,2% |
| Bois | 23 | 17 | 18 | 76 | 112 | 123 | 9,7% |
| Emb. ménagers | 808 | 830 | 886 | 982 | 943 | 1159 | 22,8% |
| Total | 2 651 | 2 345 | 2 383 | 2 644 | 2 738 | 2 735 | -0,1% |

Apports des collectivités

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011 - 2012 |
|-------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------|
| DIB | 836 | 619 | 482 | 607 | 618 | 612 | -1,0% |
| Déchets verts | 368 | 497 | 605 | 598 | 632 | 447 | -29,3% |
| Ferrailles | 71 | 15 | 12 | 21 | 15 | 16 | 1,0% |
| Cartons | 1 | 2 | 2 | 64 | 73 | 63 | -14,2% |
| Bois | 3 | 8 | 8 | 65 | 100 | 109 | 9,7% |
| Emb. ménagers | 808 | 830 | 886 | 982 | 943 | 1159 | 22,8% |
| Sous total | 2 088 | 1 972 | 1 995 | 2 335 | 2 382 | 2 405 | 1,0% |

Apports des entreprises (déchets ne provenant pas des ménages)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011 - 2012 |
|-------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------------------|
| DIB | 304 | 243 | 233 | 186 | 206 | 204 | -1,0% |
| Déchets verts | 111 | 44 | 69 | 47 | 40 | 29 | -29,3% |
| Ferrailles | 40 | 12 | 14 | 10 | 4 | 4 | 1,0% |
| Cartons | 88 | 65 | 64 | 55 | 93 | 80 | -14,2% |
| Bois | 21 | 9 | 9 | 11 | 12 | 13 | 9,7% |
| Sous total | 563 | 373 | 388 | 309 | 356 | 330 | -7,3% |

Fig. 25 – Détail des apports des déchets réceptionnés par la déchetterie industrielle de Cavillon

4 LES INDICATEURS FINANCIERS

Les données qui suivent sont extraites des comptes administratifs de l'année 2012 et des années précédentes. Quelques ajustements ont été effectués afin de replacer dans le bon exercice quelques opérations.

4.1 Montants globaux des dépenses et des recettes du service

4.1.1 Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Les dépenses réelles de fonctionnement présentent une hausse de 2,8% en 2012 (figure 28). Le tableau figure 29a donne le détail des principaux postes de dépenses et le graphique de la figure 29b leur importance relative en 2012.

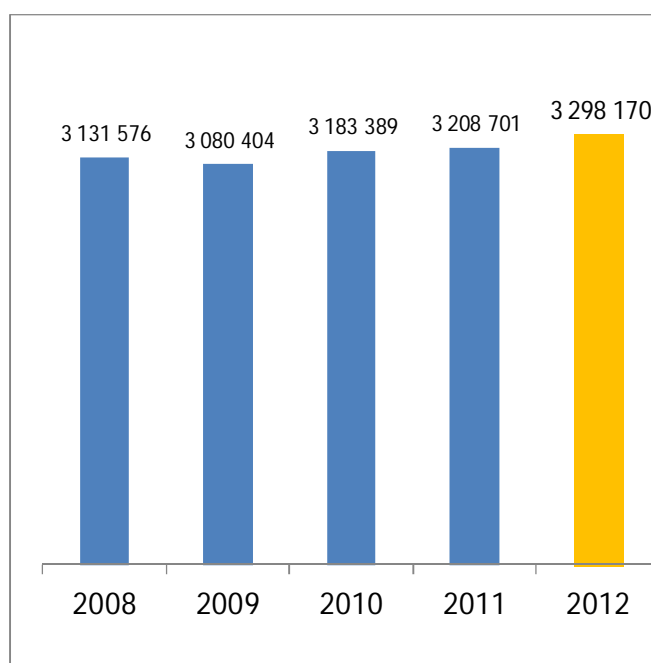


Fig. 28 – Dépenses de fonctionnement

| Répartition des dépenses | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Gestion des OMR | 2 574 307 | 2 539 183 | 2 615 036 | 2 633 073 | 2 589 380 |
| Gestion de la déchetterie industrielle ¹ | 333 502 | 346 984 | 377 249 | 390 778 | 511 640 |
| Charges générales | 223 766 | 194 236 | 191 104 | 184 850 | 197 913 |
| Dépenses totales | 3 131 575 | 3 080 403 | 3 183 389 | 3 208 701 | 3 298 932 |

Fig. 29 a – Evolution des dépenses de fonctionnement

¹ Elle inclut les salaires et les charges du personnel d'exploitation

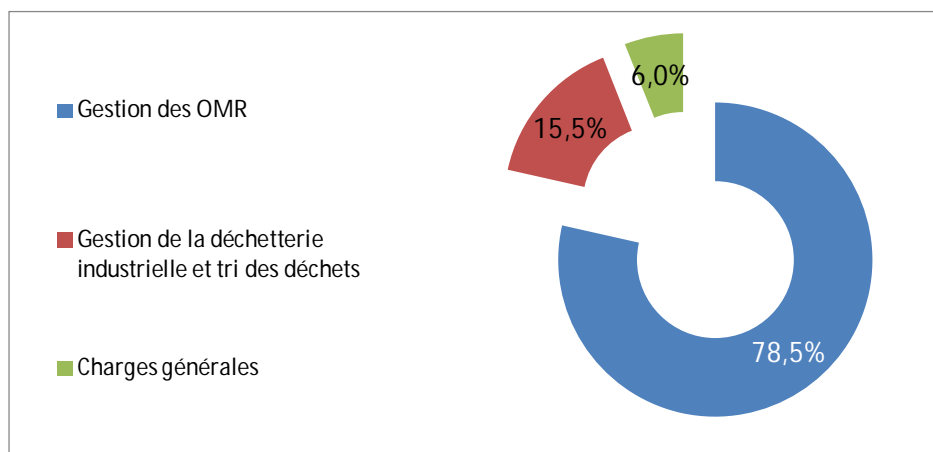


Fig. 29 b – Répartition des dépenses de fonctionnement en 2012

C'est l'augmentation des dépenses de fonctionnement de la déchetterie industrielle et le tri des déchets soit près de 121 000€ qui impacte à la hausse l'ensemble des dépenses comme l'indique le graphique fig. 29c.

Le coût relatif de l'expérimentation de l'extension des consignes de tri des emballages de la CCPLD (69 000€) représentent 57% de ces dépenses. Il convient de préciser que la CCPLD reçoit une aide équivalente de la part de la société agréée ADELPHÉ pour compenser cette dépense supplémentaire.

| Evolution des dépenses 2011-2012 | | |
|---|----------------------|-------------------|
| Gestion des OMR | - 43 693 | -1,7% |
| Gestion de la déchetterie industrielle et tri des déchets | 120 862 (51 931)* | 30,9% (13,3%)* |
| Charges générales | 13 062 | 7,1% |
| Dépenses totales | 90 231 (31 300)* | 2,8% (0,7%)* |

()* Résultats hors expérimentation d'extension des consignes de tri de la collecte sélective de la CCPLD

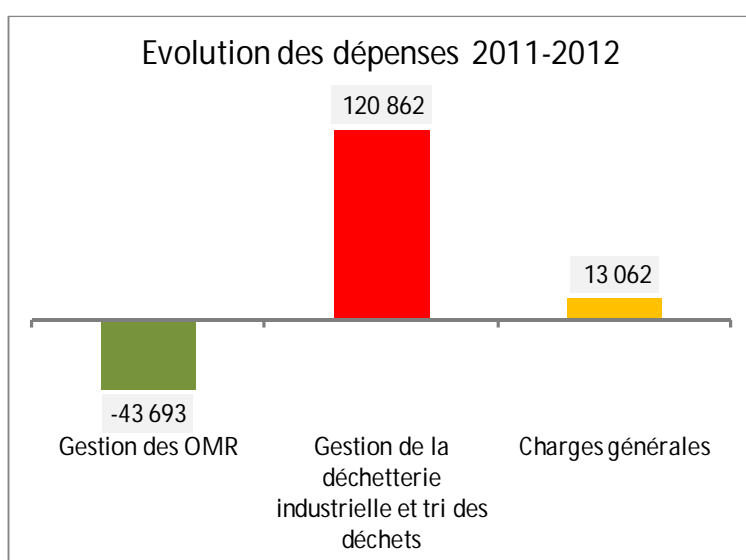


Fig. 29 c – Détail des évolutions des principaux poste de dépenses de fonctionnement

4.1.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement se montent à 3 403 539 € en 2012, en hausse de 9,1 % par rapport à 2011.

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Participation des collectivités adhérentes | 2 990 164 | 3 125 823 | 3 056 845 | 3 065 905 | 3 341 269 |
| Part. des coll. adhérentes : rbst de la dette | 20 186 | 19 112 | 4 261 | 3 817 | 3 353 |
| Recettes pour le traitement des DIAA | 2 663 | 5 153 | 6 019 | 3 339 | 2 792 |
| Recettes pour le traitement des déchets des entreprises | 45 641 | 33 791 | 26 835 | 24 302 | 27 121 |
| Recettes de valorisation (rachat de produits) | 5 843 | 5 015 | 9 450 | 15 740 | 24 015 |
| Assurance des risques statutaires du personnel | 1 455 | 3 104 | 10 106 | 1 713 | 2 965 |
| Pénalités et remboursement de taxes | 1 500 | - | 66 912 | - | - |
| Autres | | 128 | 544 | 3 687 | 2 024 |
| Totaux | 3 067 452 | 3 192 126 | 3 180 971 | 3 118 504 | 3 403 539 |

Fig. 30 – Recettes de fonctionnement et leur répartition

La participation des collectivités adhérentes représente naturellement la part la plus importante des recettes : plus de 98% (hors remboursement de la dette). Les détails sont donnés par les figures 30 et 31a. La participation moyenne s'établit à 47,2 € par habitant moyen du Syndicat (fig. 31b).

| Montants en € | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| CCPLD | 1 527 562 | 1 611 582 | 1 544 770 | 1 567 746 | 1 701 141 |
| CCPSMV | 909 144 | 943 301 | 913 693 | 923 674 | 986 262 |
| COTELUB | 553 458 | 570 940 | 598 381 | 574 485 | 653 866 |
| Totaux | 2 990 164 | 3 125 823 | 3 056 845 | 3 065 905 | 3 341 269 |

Fig. 31a – Participations des communautés adhérentes

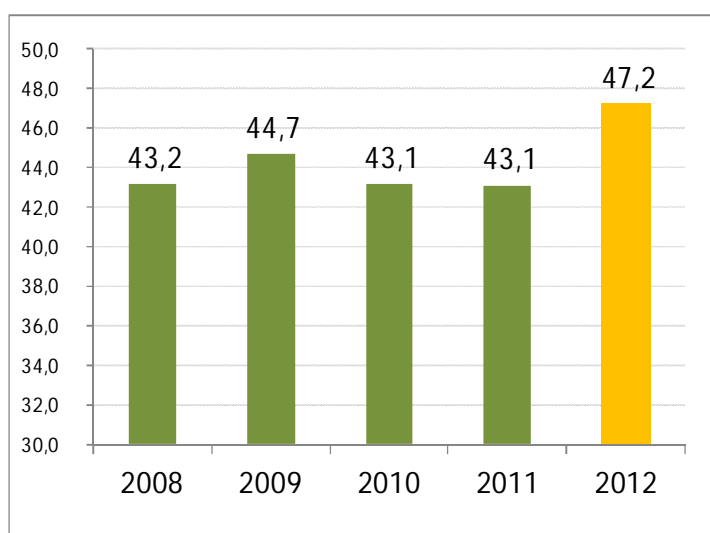


Fig. 31b – Participation moyenne des communes adhérentes en € par habitant

Observation concernant la participation des collectivités adhérentes :

Rappel : Le montant de la participation de chaque communauté adhérente est fixé par le vote du Budget Primitif. Ce montant est calculé pour assurer l'équilibre du budget, sachant que les dépenses prévisionnelles prennent en compte les estimations de l'évolution des quantités de déchets à traiter, des révisions des prix unitaires des marchés, etc. En fin d'exercice on calcule la participation réelle qui correspond aux dépenses constatées. L'ajustement est réalisé lors de l'exercice suivant.

Montant des participations 2012 :

On constate en 2012, une augmentation sensible de la participation des collectivités adhérentes qui se traduit par un ratio de participation par habitant de 47,2 € (fig.31b). Comme expliqué plus haut, la détermination du montant des participations s'est appuyée sur les estimations de dépenses en hausse par rapport à 2011 pour quatre raisons principales:

- Une prévision d'augmentation de la production d'OMR de 1,6 % qui prenait en compte la tendance à la hausse constatée entre 2010 et 2011,
- L'augmentation des prix unitaires des marchés de prestations relatifs à la déchetterie industrielle renouvelés en juillet 2011.
- Le lancement de l'expérimentation d'extension des consignes de tri de la collecte sélective de la CCPLD.
- Le passage de la TVA de 5,5% à 7%

4.1.3 Le montant des principales prestations confiées à des entreprises sous contrat

Les données sont regroupées dans le tableau ci-dessous : (fig. 32).

| Catégories | Prestataires | Nature des prestations | Montant € TTC |
|--------------------------|---|---|---------------|
| Gestion des OMR | Dynamic Environnement | Transport | 272 342,62 |
| | Veolia Environnement | Transfert Grenouillet | 178 153,50 |
| | SITA | Traitement | 2 120 699,41 |
| | ECOVAL 30 | Traitement | - |
| Déchetterie industrielle | SITA-SUD | Transport et valorisation des DIB | 52 040,73 |
| | | Transport et valorisation des déchets verts | 15 582,18 |
| | | Transport et valorisation du bois | 11 044,80 |
| | | Transport et tri des emballages ménagers | 294 780,45 |
| | Delta Recyclage | Transport et valorisation des cartons | 7 519,10 |
| Veolia Environnement | Prestations sur site | 39 217,33 | |
| | Location d'un compacteur et de caissons | 6 671,50 | |
| Rachats | Delta Recyclage | Cartons | 14 985,64 |
| | GDE | Ferrailles | 5 523,50 |
| | SITA-SUD | Gros de magasin et JRM | 3 505,44 |

Fig. 32 – Montants des prestations réalisées par les prestataires privés (TVA 7%)

4.1.4 Les frais de personnel

Les frais de personnel sont en augmentation en 2012 en raison du recrutement de personnels de remplacement non titulaire pour pallier à la prise d'un congé parental et les absences pour maladie du personnel titulaire. Les dépenses de personnel représentent 5,8% des dépenses réelles de fonctionnement. Si l'on retire les coûts relatifs au personnel assurant l'exploitation de la déchetterie industrielle, les dépenses relatives au personnel administratif représentent 3,9% des dépenses de fonctionnement : ratio proches de ceux de 2010.

| Montants en € | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| Dépenses de personnel (titulaires, occasionnels et mis à disposition) | 147 187 | 166 278 | 178 132 | 181 397 | 191 580 |
| Personnel affecté à l'exploitation de la Déchetterie Industrielle | 56 969 | 65 761 | 57 217 | 58 875 | 63 694 |
| Personnel administratif | 90 218 | 100 517 | 120 915 | 122 522 | 127 886 |

Fig. 33 – Frais de personnel

4.1.5 L'état de la dette au 31/12/2012

En fin 2012, l'encours de la dette du SIECEUTOM s'élève à 67 068 €. Cette dette résiduelle correspond à un emprunt de 150 000 € (durée 15 ans, taux fixe de 4,55%) qui a été contracté en 2003 pour la réalisation d'une déchetterie. L'encours par habitant s'établit à 1,1 €.

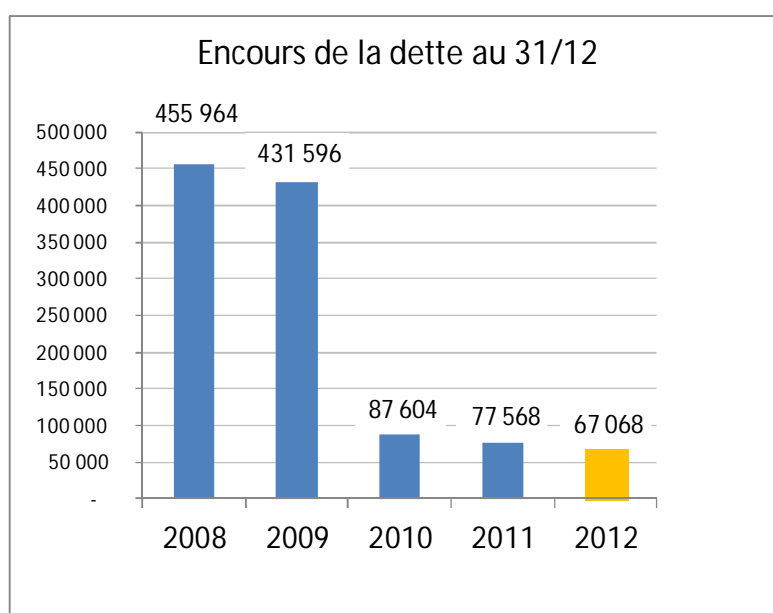


Fig. 34 – Evolution de la dette en €

4.2 Dépenses de gestion des OMR

Afin d'étudier strictement les dépenses relatives à la gestion des OMR, il convient de retirer la part de dépenses correspondant à la prise en compte des déchets fermentescibles non ménagers. C'est l'objet du tableau de la figure 35.

| Montants en € | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Dépenses globales de gestion des OMR intégrant les déchets fermentescibles issus de professionnels | 2 574 307 | 2 539 183 | 2 615 036 | 2 633 073 | 2 589 380 |
| Dépenses de gestion des OMR | 2 571 701 | 2 534 129 | 2 608 981 | 2 629 170 | 2 586 688 |

Fig. 35 – Dépenses de gestion des OMR

La figure 36a illustre l'évolution des dépenses de gestion des OMR qui baissent de 1,6% en 2012.

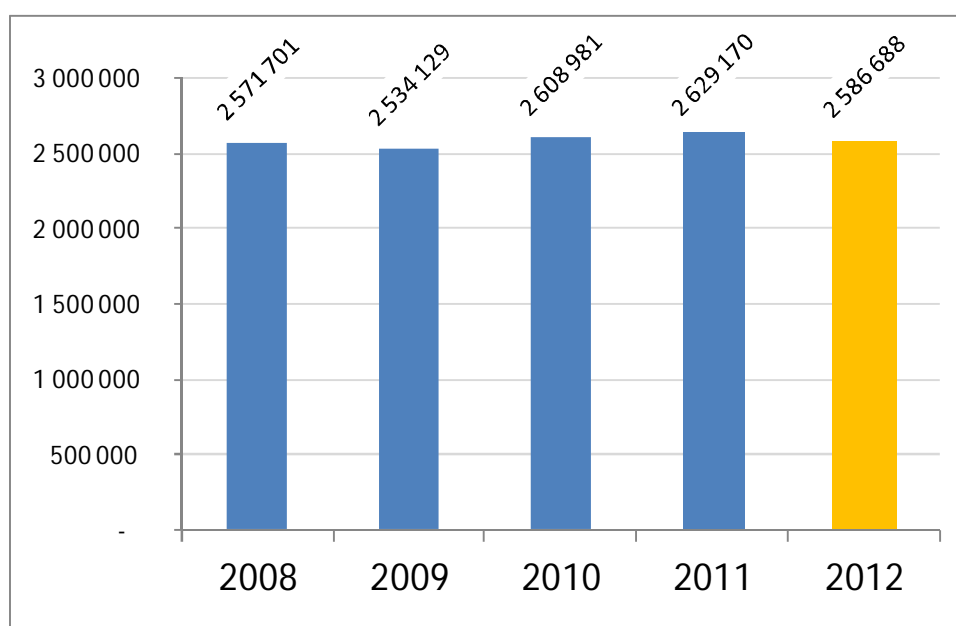


Fig. 36a – Dépenses de gestion des OMR - Evolution

Le tableau de la figure 36b montre que c'est la baisse des dépenses de traitement en 2012 qui est à l'origine de la baisse des dépenses totales comme nous le verrons plus loin.

Les deux parties du bas du tableau donnent les ratios de production d'OMR et de dépenses par habitant en considérant soit une population fixe (celle du RGP 2006 en respect des statuts du syndicat) soit une population réajustée telle que calculée figure 11a. Le coût par habitant est à la baisse dans les deux cas.

| € TTC | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Transfert | 214 905 | 185 371 | 184 094 | 194 618 | 196 099 |
| Transport | 287 120 | 268 550 | 266 483 | 267 016 | 272 068 |
| Traitement | 2 069 675 | 2 080 208 | 2 158 405 | 2 167 537 | 2 118 521 |
| Totaux | 2 571 701 | 2 534 129 | 2 608 981 | 2 629 170 | 2 586 688 |
| Tonnages | 27 063 | 26 620 | 26 398 | 26 557 | 25 775 |
| Population RGP 2006 | 69 963 | 69 963 | 69 963 | 69 963 | 69 963 |
| kg/hab. | 387 | 380 | 377 | 380 | 368 |
| €/hab. | 36,8 | 36,2 | 37,3 | 37,6 | 37,0 |
| Population réajustée | 69 272 | 69 963 | 70 845 | 71 115 | 70 753 |
| kg/hab. | 391 | 380 | 373 | 373 | 364 |
| €/hab. | 37,1 | 36,2 | 36,8 | 37,0 | 36,6 |

Fig. 36b – Répartition des dépenses de gestion des OMR

Le tableau de la figure 37a reprend les données du tableau précédent mais en sortant la TGAP. Il permet d'observer que les dépenses de traitement hors TGAP ont augmenté de 8,8% en 2012 (plus de 162 000 €) tandis que les dépenses de TGAP ont baissé de près de 212 000 €. Cette baisse inhérente à notre contrat de traitement résulte de la réduction des apports en centre de stockage couplée à l'augmentation des apports en valorisation énergétique. Ainsi, globalement, les dépenses totales de gestion des OMR ont baissé de 1,6% en 2012.

| € TTC | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Evolution 2011-2012 |
|--------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|---------------------|
| Transfert et transport | 502 025 | 453 921 | 450 576 | 461 634 | 468 167 | 1,4 % |
| Traitement hors TGAP | 1 882 687 | 1 807 921 | 1 802 723 | 1 859 317 | 2 022 215 | 8,8 % |
| TGAP (% dép. totales) | 186 988 (7,3%) | 272 287 (10,7%) | 355 682 (13,6%) | 308 220 (11,7%) | 96 306 (3,7%) | -68,8 % |
| Dépenses totales | 2 571 700 | 2 534 129 | 2 608 981 | 2 629 170 | 2 586 688 | -1,6 % |

Fig. 37a – Répartition des dépenses de gestion des OMR par grand poste

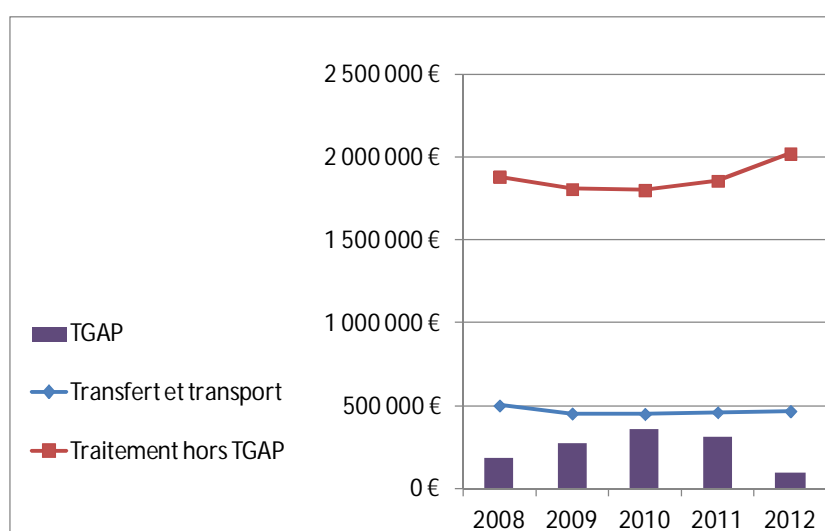


Fig. 37b – Principaux postes de dépenses dont la TGAP : évolution

Les tableaux de la figure 38 précisent la décomposition de ces dépenses pour chacune des communautés.

CCPLD

| € TTC | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Transfert | 136 309 | 117 431 | 116 621 | 123 288 | 124 226 |
| Transport | 138 971 | 129 014 | 128 021 | 128 277 | 130 704 |
| Traitement | 985 680 | 989 814 | 1 006 954 | 990 045 | 979 876 |
| <i>Dont TGAP</i> | <i>89 053</i> | <i>129 560</i> | <i>165 935</i> | <i>140 783</i> | <i>44 544</i> |
| Totaux | 1 260 960 | 1 236 259 | 1 251 596 | 1 241 611 | 1 234 806 |

CCPSMV

| € TTC | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Transfert | 78 596 | 67 941 | 67 472 | 71 330 | 71 873 |
| Transport | 80 131 | 74 643 | 74 068 | 74 216 | 75 620 |
| Traitement | 643 638 | 632 288 | 656 244 | 669 802 | 654 944 |
| <i>Dont TGAP</i> | <i>58 150</i> | <i>82 762</i> | <i>108 142</i> | <i>95 245</i> | <i>29 773</i> |
| Totaux | 802 365 | 774 872 | 797 784 | 815 348 | 802 437 |

COTELUB

| € TTC | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Transfert | Géré directement par COTELUB | | | | |
| Transport | 68 018 | 64 893 | 64 393 | 64 522 | 65 743 |
| Traitement | 440 358 | 458 105 | 495 208 | 507 689 | 483 701 |
| <i>Dont TGAP</i> | <i>39 785</i> | <i>59 963</i> | <i>81 605</i> | <i>72 193</i> | <i>21 989</i> |
| Totaux | 508 376 | 522 998 | 559 601 | 572 211 | 549 444 |

Fig. 38 – Ventilation des dépenses de gestion des OMR pour chaque communauté adhérente

Les coûts unitaires de traitement à la tonne sont présentés par la figure 39 ci-contre. On peut y voir l'impact de la TGAP qui a été élevée les premières années du marché de traitement car la part allant en stockage était prépondérante en cette période (cf fig.13b).

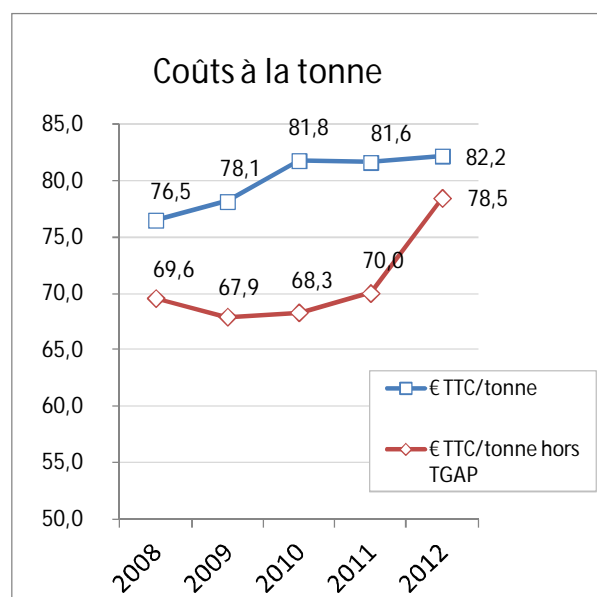


Fig. 39 – Coûts unitaires. Impact de la TGAP

On observe (fig.40) que le coût moyen par habitant du Syndicat est resté compris dans une fourchette de 29,9 à 30,5 € entre 2008 et 2012.

En revanche, pour les communautés adhérentes les coûts par habitant ne sont pas identiques, ils sont dépendants de leur production d'OMR. Celles qui ont réduit leur production ont vu leur coût par habitant diminuer et inversement. Cela souligne une nouvelle fois que le levier principal pour réduire les dépenses de traitement est la réduction de la production. Celle-ci reste encore excessive pour l'ensemble des communautés adhérentes.

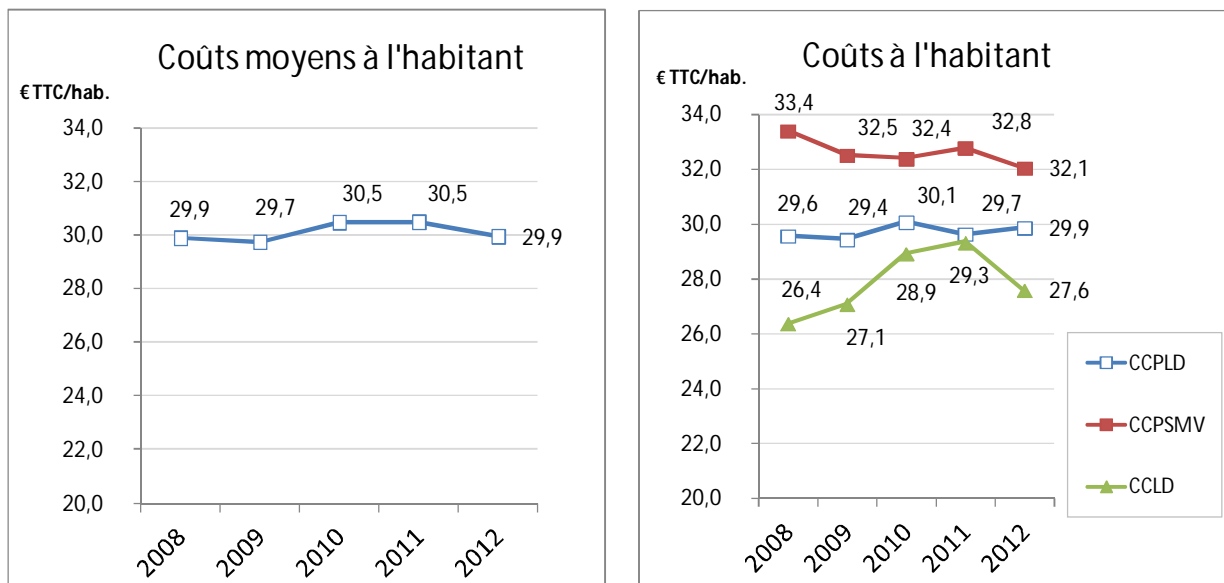


Fig. 40 – Coûts par habitant selon les communautés adhérentes

4.3 Dépenses de gestion de la déchetterie industrielle

Les dépenses relatives à l'exploitation de cette installation, le conditionnement, le transport et le traitement des matériaux réceptionnés sont regroupées dans le tableau de la figure 41b.

Comme le montre le graphique ci-contre les dépenses principales sont celles des prestations confiées au privé.

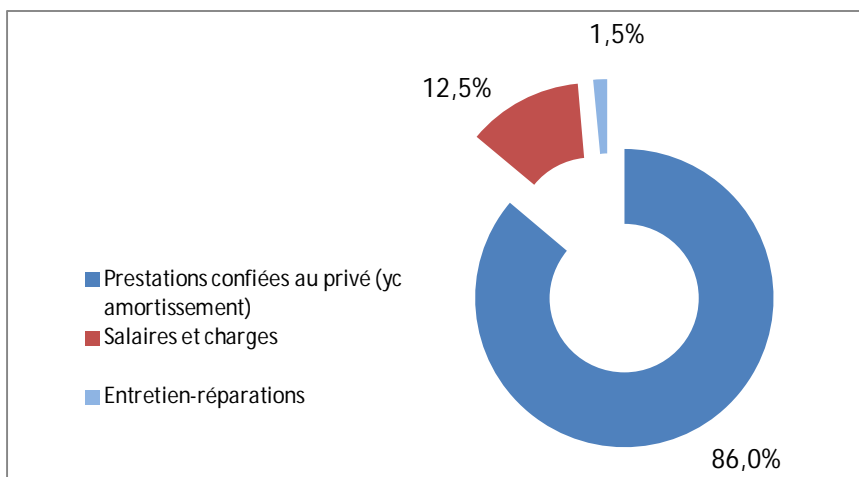


Fig. 41a – Répartition des dépenses de fonctionnement de la déchetterie industrielle en 2012

Etant donné l'importance financière de l'opération expérimentale de la collecte sélective de la CCPLD, nous avons sorti cette dépense dans la colonne intitulée hExp.

En dehors de l'expérimentation, on constate donc que les dépenses ont augmenté de 13,3% alors que le tonnage reçu est resté stable. Cela est dû aux nouveaux marchés passés en juillet 2011 dont les prix unitaires ont été en hausse sensible par rapport aux précédents en raison d'un contexte moins concurrentiel. Les tarifs d'accès à l'installation (fig.42) avaient été relevés fin 2011.

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | hExp* |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Dép. totales | 333 502 | 346 984 | 377 249 | 390 778 | 511 640 | 442 709 |
| Tonnages traités y.c. emballages ménagers | 2 345 | 2 383 | 2 644 | 2 738 | 2 735 | |

| Ventilation des dépenses | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | hExp* |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Prestations confiées au privé | 270 525 | 273 255 | 313 990 | 326 974 | 438 819 | 369 888 |
| Salaires et charges | 56 969 | 65 761 | 57 217 | 58 875 | 63 694 | |
| Entretien-réparations | 6 008 | 7 968 | 6 041 | 4 929 | 7 573 | |

| Ratios | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | hExp* |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Charges de personnel/dép. totales | 17,1% | 19,0% | 15,2% | 15,1% | 12,4% | 14,4% |
| Entretien-réparation/dép. totales | 1,8% | 2,3% | 1,6% | 1,3% | 1,5% | 1,7% |
| PU moyen € TTC/t | 142,2 | 145,6 | 142,7 | 142,7 | 187,1 | 161,9 |

Fig. 41b – Dépenses de la déchetterie industrielle. (hExp* signifie hors expérimentation CCPLD)

Pour équilibrer les dépenses, une tarification exprimée en euro la tonne pour chacun des matériaux est arrêtée par le syndicat. Le tarif constitue l'assiette permettant le calcul de la contribution des communautés membres relative à l'utilisation de l'installation mais aussi la facturation de l'accès des entreprises clientes. Les tarifs sont donnés par le tableau de la figure 42.

Ainsi, il a été nécessaire de relever le tarif relatif aux emballages ménagers de la CCPLD pour équilibrer l'augmentation du coût du tri ayant fait l'objet d'un avenant.

| Tarifs à la tonne | 04-juin-07 | 01-avr-09 | 04-oct-10 | 14-déc-11 | 04-avr-12 |
|-----------------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| DIB | 125 € | 125 € | 125 € | 140 € | 140 € |
| Déchets verts | 55 € | 60 € | 60 € | 75 € | 75 € |
| Ferrailles | 5 € | 5 € | 5 € | 5 € | 5 € |
| Cartons | 70 € | 70 € | 70 € | 48 € | 48 € |
| Bois | 80 € | 80 € | 80 € | 100 € | 100 € |
| Emballages ménagers | 220 € | 230 € | 220 € | 235 € | 235 € |
| Expérimentation CCPLD | | | | | 335 € |

Fig. 42 – Tarification des traitements à la tonne reçue

4.4 Les charges générales

Le tableau de la figure 43 présente l'évolution des charges générales depuis 2008. On observe que ces charges qui étaient en baisse depuis cette date ont remonté de 7,3% en 2012. La raison provient principalement d'une obligation de régularisation (exceptionnelle) de l'amortissement des dépenses d'investissement de moins de 1 000 € réalisées entre 1985 et 2011 dont le montant est de 12 765 €.

Les charges de personnel représentent la part la plus forte. Globalement le ratio charges générales / dépenses totales reste de 6,0%.

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Chapitre 011: Charges à caractère général | 91 092 | 30 599 | 40 414 | 41 258 | 37 132 |
| Chapitre 012: Charges de personnel (administratif) | 90 218 | 100 517 | 120 915 | 122 522 | 127 886 |
| Chapitre 65: Autres charges de gestion courante (indemnité élus) | 6 968 | 12 277 | 12 320 | 11 811 | 11 575 |
| Chapitre 66: Charges financières (intérêts des emprunts) | 22 589 | 36 627 | 2 957 | 3 702 | 3 232 |
| Chapitre 042: Opération d'ordre de transfert entre sections (amortissement) | 12 898 | 14 217 | 14 499 | 5 558 | 18 088 |
| Totaux | 223 766 | 194 236 | 191 104 | 184 850 | 197 913 |
| <i>Ratio charges générales / dépenses totales</i> | <i>7,1%</i> | <i>6,3%</i> | <i>6,0%</i> | <i>5,8%</i> | <i>6,0%</i> |

Fig. 43 –Charges générales : répartition par grands postes

5 CONCLUSION

En 2012, la production d'ordures ménagères résiduelles a baissé de 2,9% par rapport à 2011, ce qui est une bonne nouvelle. Il faut espérer que cette baisse n'est pas due seulement aux conditions économiques difficiles et qu'elle sera durable. Cette situation cumulée avec l'arrêt de l'utilisation du traitement par stockage a permis une économie très sensible de TGAP et finalement s'est traduite par une baisse des dépenses de gestion des OMR de 1,7%. Chacune des communautés adhérentes a bénéficié de cette amélioration et a vu sa dépense par habitant revenir sous le niveau des dépenses de 2010.

Les apports à la déchetterie industrielle sont restés stables par rapport à l'année précédente et ce malgré une forte augmentation des apports d'emballages ménagers dopés par la participation de la CCPLD à l'expérimentation nationale d'extension des consignes de tri des plastiques à de nouveaux matériaux : films plastiques, pots de yaourt et barquettes en polystyrène. Les dépenses de gestion ont été impactées à la hausse pas seulement en raison de cette expérimentation mais aussi du fait des contrats de transport et de traitement plus onéreux que les années passées. Il faut souligner l'amélioration du niveau de valorisation et de recyclage de l'ensemble des produits admis sur cette installation.

Globalement, les dépenses de fonctionnement sont en augmentation de 2,8% par rapport à 2011. Cette augmentation n'est que de 0,7% si l'on fait abstraction du coût de l'expérimentation de la CCPLD qui est compensée complètement par la société agréée ADELPHE dans le cadre du contrat de collecte sélective.

Par ailleurs, il faut se réjouir qu'un site favorable à l'implantation d'une unité de valorisation organique (UVO) ait été trouvé et retenu par le syndicat qui a pu ainsi prendre des décisions en fin d'année 2012 pour en étudier plus avant la faisabilité (3 décembre 2012 : délibérations prises à l'unanimité relatives à la réalisation d'une unité de valorisation organique des biodéchets après une collecte séparative, autorisation donnée au Président pour passer des compromis de vente des parcelles concernées, lancement des études de faisabilité).

6 PERSPECTIVES

La route vers la construction d'une unité de valorisation organique se dégage enfin. Il est important pour la collectivité de pouvoir disposer d'une filière de valorisation complète avec retour au sol de la matière organique.

Dans la hiérarchie des solutions possibles, cette filière figure au même niveau que la valorisation matière déjà mise en place (emballages ménagers, le verre, etc.).

Ce sont les filières de valorisation qui, avec les dispositifs financiers (taxes ou redevances spéciales, redevances incitatives), constituent les instruments à la disposition des collectivités responsables de la collecte pour se lancer dans une politique efficace de réduction des ordures ménagères résiduelles dont le traitement (UVE et stockage) est lourdement taxé (TGAP).

Il convient donc d'orienter les déchets dès la source vers les filières de valorisation appropriées après avoir déployé les multiples solutions destinées à la prévention de leur production.

De même, il est impératif de limiter la production des déchets dont le traitement ne passe pas par une filière de valorisation.

Cela nécessitera sans doute d'adapter plus ou moins profondément les organisations de collecte mises en place au cours du temps et cela rendra plus lisible et crédible pour l'utilisateur une politique efficace et cohérente de gestion des déchets.

Le nouveau Plan Départemental de Prévention des Déchets Non Dangereux des Ménages en préparation indique clairement qu'il revient aux collectivités qui exercent la compétence de décider de leur mise en œuvre.

-OO-

Annexe 1

Traitement des OMR - Solutions mises en œuvre – détails des calculs

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| Stockage en ISDND | 21 601 | 19 853 | 19 832 | 17 185 | 5 994 |
| Réceptionné par UVE | - | - | - | 5 418 | 18 900 |
| Valo énergétique | | - | - | 5 335 | 18 520 |
| Valo matière (alu, acier) hors mâchefers | | - | - | 83 | 380 |
| Réceptionné par UVO | 5 328 | 6 005 | 5 956 | 2 853 | 0 |
| Stockage | 2 958 | 3 333 | 3 306 | 1 682 | - |
| Valo énergétique | - | - | - | 399 | - |
| Valo organique | 2 275 | 2 564 | 2 590 | 751 | - |
| Valo matière (acier) | 96 | 108 | 60 | 21 | - |
| Synthèse des tonnages traités | 26 929 | 25 858 | 25 788 | 25 456 | 24 894 |
| Stockage | 24 559 | 23 186 | 23 138 | 18 867 | 5 994 |
| Valo énergétique | - | - | - | 5 734 | 18 520 |
| Valo organique | 2 275 | 2 564 | 2 590 | 751 | - |
| Valo matière (acier + alu) | 96 | 108 | 60 | 104 | 380 |

Annexe 2

| CCPLD | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Reçu en centre de tri (en tonnes) | 514,6 | 530,5 | 563,5 | 561,4 | 695,1 |
| Pertes et refus | 100,1 | 96,6 | 97,9 | 103,3 | 105,4 |
| Perte matière centre de tri | 25,6 | 23,2 | 24,5 | 24,5 | 30,7 |
| Refus (erreurs de tri) | 74,5 | 73,4 | 73,4 | 78,9 | 74,7 |
| Produits valorisés | 414,5 | 434,0 | 465,7 | 458,1 | 589,8 |
| Flaconnage plastique | 128,6 | 130,2 | 148,3 | 145,6 | 194,6 |
| Emballages pour liquide alimentaire (tétra pack) | 16,9 | 21,5 | 21,5 | 23,2 | 29,6 |
| Emballages ménagers recyclables, cartons et JRM | 187,5 | 197,8 | 213,2 | 206,8 | 265,5 |
| Boîtes métalliques (acier et alu) | 74,2 | 69,8 | 67,6 | 68,3 | 83,9 |
| Films polyéthylène + sac de tri | 7,4 | 14,7 | 15,1 | 14,3 | 16,1 |
| Ratios | | | | | |
| Taux de valorisation | 80,5% | 81,8% | 82,6% | 81,6% | 84,8% |
| Erreurs de tri | 15,2% | 14,5% | 13,6% | 14,7% | 11,2% |

| Performances par habitant (en kg par an) | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|------------------|
| Population ajustée | 33 318 | 33 611 | 33 472 | 33 387 | 32 795 |
| Flaconnage plastique | 3,9 | 3,9 | 4,4 | 4,4 | 5,9 ² |
| Emballages pour liquide alimentaire (tétra pack) | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,9 |
| Emballages ménagers recyclables, cartons et JRM | 5,6 | 5,9 | 6,4 | 6,2 | 8,1 |
| Boîtes métalliques (acier et alu) | 2,2 | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 2,6 |

| CCPSMV | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Reçu en centre de tri (en tonnes) | 257,8 | 310,5 | 373,2 | 362,6 | 395,1 |
| Pertes et refus | 45,2 | 63,9 | 78,7 | 73,2 | 75,6 |
| Perte matière centre de tri | 12,4 | 10,2 | 12,3 | 12,0 | 11,7 |
| Refus (erreurs de tri) | 32,8 | 53,7 | 66,4 | 61,2 | 63,9 |
| Produits valorisés | 212,5 | 246,5 | 294,5 | 289,4 | 319,6 |
| Flaconnage plastique | 82,4 | 91,9 | 108,7 | 95,6 | 88,5 |
| Emballages pour liquide alimentaire (tétra pack) | 9,2 | 12,5 | 15,1 | 13,9 | 12,4 |
| Emballages ménagers recyclables, cartons et JRM | 87,0 | 104,8 | 130,1 | 141,4 | 183,5 |
| Boîtes métalliques (acier et alu) | 32,8 | 36,6 | 40,1 | 37,3 | 33,6 |
| Films polyéthylène + sac de tri | 1,1 | 0,8 | 0,4 | 1,2 | 1,6 |

| Ratios | | | | | |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux de valorisation | 82,4% | 79,4% | 78,9% | 79,8% | 80,9% |
| Erreurs de tri | 13,4% | 17,9% | 18,4% | 17,5% | 16,7% |

| Performances par habitant (en kg par an) | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population ajustée | 19 266 | 19 446 | 20 258 | 20 425 | 20 435 |
| Flaconnage plastique | 4,3 | 4,7 | 5,4 | 4,7 | 4,3 |
| Emballages pour liquide alimentaire (tétra pack) | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,6 |
| Emballages ménagers recyclables, cartons et JRM | 4,5 | 5,4 | 6,4 | 6,9 | 9,0 |
| Boîtes métalliques (acier et alu) | 1,7 | 1,9 | 2,0 | 1,8 | 1,6 |

² Y compris les nouvelles résines